2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2.80 DH

Combat
SOCIALISTE

N° 53 SAMEDI 9,
DIMANCHE 10,
LUNDI 11 MAI 1981

LE PEUPLE DE FRANCE AVEC FRANCOIS MITTERRAND

NOUS sommes des millions à avoir mis un immense espoir dans cette journée du 10 mai. Nous savons qu'il dépendra de notre volonté de rassemblement d'ouvrir les portes à un autre avenir.

Pendant sept années, nous avons subi ce pouvoir arrogant, tout entier préoccupé à sauvegarder et à accroître les privilèges d'une caste, colonisant sans vergogne l'Etat, les moyens de communication, les grandes sociétés, se moquant des chômeurs, de leur vie dure et de leur drame au cœur, jouant du truc et du mensonge, allant même jusqu'à préférer les petits bénéfices de la charge aux grands enjeux du destin national.

En 1978, la gauche, brisée, n'avait pas réussi, en dépit du soutien populaire, à conquérir une majorité à l'Assemblée nationale. Nous en avions gardé la plaie de l'occasion perdue, mais les militants du socialisme n'ont pas, pour autant, baissé les bras. La lutte politique ne propose ses printemps qu'après de noirs hivers et contre la forteresse de l'argent, nous n'avancions que nos mains nues. Il a fallu serrer les rangs et puiser, dans le fonds de l'histoire des luttes ouvrières, le courage et la volonté de tenir et de progresser.

NOUS aurons, dimanche soir à 20 heures, l'esprit tendu et le cœur serré. Les machines électroniques rendent maintenant leur verdict avant même que soient décomptés les millions de voix. Est-ce que le mensonge, le chantage à la peur, le maraquage honteux de l'opinion publique permettront à cette droite égoïste et frileuse de l'emporter encore ?

Une élection n'est jamais gagnée et, pendant ces heures ultimes, alors que radios et télévision seront appelées à se taire, il restera à chacun de nous la charge de convaincre, un par un, les derniers indécis.

Nous leur dirons que jamais la France n'a eu une chance aussi évidente de se donner un président socialiste. L'extraordinaire rassemblement qui s'est formé autour de François Mitterrand doit et peut nous donner cette victoire tant attendue.

FACE à un sortant usé, discrédité, qui a trompé même ceux qui l'avaient porté au pouvoir, François Mitterrand incarne un formidable espoir. Est-ce à dire que tout sera résolu par sa seule élection ? Assurément non : c'est, sur les ruines de la gestion giscardienne, à une véritable œuvre de reconstruction que nous serons appelés. Mais l'élection, dimanche, du candidat de la gauche est la clé qui ouvrira la porte de cet avenir que nous voulons autre.

François Mitterrand président : à nous tous, rassemblés et forts de notre espoir partagé, de rendre possible ce qui est nécessaire.

Claude GAULT



LES DERNIERS MENSONGES DE GISCARD
(PAGE 3)

Notre dossier sur le candidat de la gauche

Un homme tranquille au service de la justice, de la liberté, de la France
(PAGES 7 à 10)



LIC. 793 A Pastoff

PARIS CASABLANCA A/R — à partir de **1090 F**

PARIS MONTREAL A/R — à partir de **1950 F**

BRUXELLES BANGKOK A/R — **2600 F**

PARIS LIMA A/R — à partir de **3650 F**

PORTUGAL 2 semaines — à partir de **2090 F**

GRECE 1 semaine en 1/2 pension (Paris-Paris) — à partir de **2100 F**

THAILANDE 15 jours dans le Triangle d'Or — **4570 F**

YEMEN Treeking 2 semaines — **5520 F**

nouvelles frontières

nous luttons pour le droit au voyage

37, rue Violet 75015 PARIS 578 65 40

Les douze mensonges de Giscard

Après le duel de mardi soir qui était resté dans les limites de la courtoisie, Giscard a brusquement durci le ton mercredi soir dans le cadre de la campagne officielle à la télévision, en affirmant que si François Mitterrand était élu il taxerait les plus-values sur les résidences principales, qu'il déplafonnerait les cotisations des retraites complémentaires des cadres, qu'il augmenterait le taux de l'imposition sur les successions en ligne directe, etc. Au total, « *douze mensonges en vingt minutes* », a déclaré François Mitterrand.

Devant cette cascade de contre-vérités, le candidat de la gauche a réagi vigoureusement jeudi soir à la télévision, en estimant que, « *par la faute du candidat sortant, la campagne avait pris un autre tour* ».

Voici les « *douze mensonges* » recensés par François Mitterrand et les points forts de son intervention, en réponse aux questions posées.

1 ***Y aura-t-il, oui ou non, une taxation des plus-values sur la résidence principale des Français si vous êtes demain au pouvoir?***

F. M. — Non, mensonge. Il n'y aura pas de taxation sur le logement. La loi sur les plus-values a été proposée par M. Giscard d'Estaing et votée par ses amis, pas les miens.

Bien entendu je taxerai les très grandes fortunes qui s'investissent dans la spéculation foncière, dans la détention d'objets de luxe ou bien sur les diamants. Ce n'est pas du tout la même chose.

2 ***Alors, les droits de succession? Ils sont à l'heure actuelle de 20 %. Est-ce que, oui ou non, vous proposez de les porter à 45 %, à partir de 500 000 francs d'héritage en ligne directe, c'est-à-dire parents, enfants, mari ou femme?***

F. M. — Mensonge ! Je maintiendrai, et je l'ai dit, les 20 %, et même j'ai prévu d'accroître les exonérations sur les successions en ligne directe, notamment en faisant passer la base de cette exonération de 175 000 francs à 400 000 francs.

Bien entendu, encore une fois, les grandes fortunes, au-delà de 3 millions de francs actuels et compte non tenu de l'instrument de travail, en particulier le sol pour les agriculteurs, seront taxés davantage.

3 ***Autre argument employé dans le débat, les nationalisations de la moitié de notre industrie. Là aussi, c'est vrai ou c'est faux?***

F. M. — Dans l'état actuel des choses, le secteur nationalisé, qui a été nationalisé surtout par le général de Gaulle, je le répète, en 1945, représente 12 % de notre production.

Les mesures qui doivent viser le reste des banques — les banques d'affaires, pas les banques mutuelles — et qui atteindront onze groupes industriels, pas davantage, et la liste est limitative, représenteront, en fin de compte, 17 % de notre production. Voilà la vérité.

4 ***17 % et non pas 50 %? Et le reste les boutiques, les commerces, quand on parle de l'économie, de la nationalisation de l'économie.***

F. M. — Mais ces boutiques, ces commerces, ils ne sont menacés que par la politique de M. Giscard d'Estaing, dans la mesure où il laisse précisément onze monopoles, ou grandes sociétés ayant tendance au monopole, qui contrôlent tout le marché dans les secteurs de notre économie. Ce sont ces grands groupes-là que j'entends nationaliser, ces onze qui écrasent ces petites et moyennes industries, devenant des sous-traitants avant de devenir des salariés, et peut-être bien des chômeurs. Voilà la vérité.

5 ***L'interruption volontaire de grossesse : voulez-vous la libération totale de l'IVG et que les mineurs n'aient plus besoin d'autorisation?***

F. M. Ce que je demande, c'est que l'application de la loi soit égale pour toutes les femmes et que n'en soient pas victimes aujourd'hui les femmes de condition modeste. Donc ce que l'on appelle une libération totale n'a pas de sens.

Pour les mineurs, nous devons considérer que, lorsqu'une mineure se trouve dans une situation de grossesse, elle doit pouvoir agir librement ; mais, bien entendu, cette liberté-là doit passer auparavant par un contact avec les parents.

6 ***Voulez-vous nationaliser la médecine et la pharmacie, secteur voisin ? Que veut dire un service communautaire de santé?***

F. M. — Il n'est pas question de nationaliser la médecine ni les pharmacies, c'est clair. Ces centres de santé, ça doit simplement permettre aux médecins qui le veulent de pouvoir réunir leurs compétences et leurs activités souvent dispersées.

Ce sont des médecins de médecine libérale, qui feront, s'ils le veulent, acte d'association pour gérer un centre de secours.

Et nous pensons nous, et moi je pense, que les malades peuvent trouver là des soins complets tandis que les médecins gardent leur entière liberté.

7 ***A propos de votre programme et de son chiffrage : le ministère du Budget chiffre les dépenses à 300 milliards, soit le dizième du revenu national. Est-ce vrai?***

F. M. — Ces chiffres sont totalement faux. J'ai d'ailleurs dit que mon programme ne coûtera jamais aussi cher que ce qu'a coûté M. Giscard d'Estaing pendant son septennat. Simplement par le poids et le prix du chômage, 450 milliards en sept ans et rien que cette année 135 milliards que coûte à la nation le chômage que n'a pas su guérir M. Giscard d'Estaing.

Je répéterai comme je l'ai dit avant-hier soir que mon programme ne coûtera jamais aussi cher, ce qu'a coûté à la France, aux Français, le vol de l'épargne populaire, qui avec une inflation en sept ans, multipliée par 100 % représente une perte considérable pour les petites gens qui n'ont pas les moyens de spéculer.

Votre programme toujours. L'argument est le suivant : si vous étalez votre programme, votre déficit budgétaire sera de 100 milliards en 1982 et le déficit extérieur aussi.

F. M. — Mensonge. Il faudrait rappeler que le déficit extérieur commercial représente déjà actuellement, pour l'année dernière, 60 milliards de francs, c'est-à-dire que si la politique de M. Giscard d'Estaing devait continuer c'est lui qui arriverait à ces 100 milliards.

8 ***Vous proposez une augmentation des allocations familiales, donc une augmentation des cotisations, M. Giscard d'Estaing dit 2 points et demi de plus, prélevés sur les salaires.***

F. M. — Mensonge, et nous en sommes, quoi, au huitième. Je fais le compte, c'est que je dois informer les Français qui sont à lheure actuelle l'objet d'une indigne campagne d'intoxication, celle de la peur. J'ai en effet prévu l'augmentation des allocations familiales : 25 % tout de suite, dès le mois de mai prochain, et 25 % au début de 1982.

Alors vous augmentez les cotisations?

F. M. — Non, M. Giscard d'Estaing, lui, vit dans le monde du chômage, et il raisonne toujours par rapport au chômage, c'est sa spécialité. Moi je vis dans la perspective d'une politique de croissance.

Ce sera d'abord la croissance qui doit produire simplement avec 3 points 90 milliards, dont au moins 40 à 45 milliards seront à la disposition des pouvoirs publics et également la réduction du chômage

Si l'on réduit le nombre de chômeurs bien entendu, on trouve des disponibilités nouvelles.

9 ***L'emploi des jeunes a été un des thèmes de la campagne. 600 000 jeunes arriveront après l'été sur le marché du travail. On dit qu'il n'y aura pas d'emplois pour eux, car vous aurez complètement désorganisé l'économie.***

F. M. — En vérité, le plan que j'ai développé pendant ma campagne présidentielle suppose que je serai en mesure de recruter, sur le plan public soit sur le plan privé un million de jeunes dans l'année qui vient, mais pour cela il faudra que j'aide et j'aiderai les PME et les PMI de telle sorte qu'elles soient en mesure d'embaucher.

Et puis aussi par la modification de la taxe professionnelle. Je la changerai car je n'ai pas de responsabilité dans cette mauvaise loi.

10 ***Voulez-vous, oui ou non, la suppression du régime autonome de la retraite des cadres puisqu'il y aura un déplafonnement des cotisations?***

F.M. — Mensonge encore. Il n'y a pas, dans mon programme, de déplafonnement pour les cotisations des cadres, notamment pour la cotisation vieillesse. C'est clair.

11 ***Concernant les agriculteurs, est-ce qu'il y a, oui ou non, dans votre programme des offices fonciers cantonaux pour régler le problème de l'utilisation et de l'affectation des terre?***

F. M. — Mensonge quant à l'explication de M. Giscard d'Estaing. La réalité, c'est que je propose, en effet, la création d'offices fonciers cantonaux. Mais cela n'entraînera pas une bureaucratie. Ces offices seront créés uniquement pour lutter contre la spéculation foncière ;et les agriculteurs savent bien de quoi je parle. Ces offices fonciers cantonnaux seront gérés par les agriculteurs eux-mêmes ; il faut absolument, aujourd'hui, que le sol (la terre, c'est un outil de travail) soit protégé, de telle sorte que les agriculteurs, et surtout les jeunes, puissent développer leur activité dans le cadre de l'exploitation familiale agricole.

Cent mille exploitations familiales agricoles ont disparu au cours de ces dernières années. Est-ce qu'il faut donc ne rien faire pour arrêter cette hémorragie?

12 ***La dissuasion : on se demande si, au fond, vous êtes crédible pour, éventuellement, appuyer sur le bouton atomique, ce qui est une des fonctions du président de la République, puisque vous êtes opposé à la force de frappe?***

F.M. — Encore un mensonge supplémentaire. C'est quand même très triste que, dans un tel domaine, alors que tous les Français devraient s'associer pour la défense de la patrie, le président de la République sortant se permettre d'égarer l'opinion publique. Les socialistes auraient souhaité que l'on prenne une autre voie, mais comme ils ont considéré, à partir des années 1976-1977, que notre défense reposait uniquement sur la stratégie de dissuasion, et comme nous sommes des patriotes, nous avons dit qu'il fallait poursuivre cette politique de défense.

J'ai moi-même ici un texte que je vais vous lire : « *La stratégie de dissuasion nucléaire nationale est la seule qui puisse être actuellement de nature à éloigner les dangers de conflits. La défense de la France doit être assurée, et l'autonomie de notre décision garantie.* »

Il ne faut pas cependant négliger pour autant nos forces conventionnelles. Une défense, même fondée sur des matériels perfectionnés, n'est rien si elle ne s'applique pas d'abord sur la résolution de la nation toute entière.

Et si nous n'avons pas voté les crédits militaires, cela ne signifie pas du tout que nous repoussions cette force et cette stratégie.

— ***Si je reprends l'ensemble de vos réponses, vous ne faites pas dans la nuance !***

F.M. — Si vous prenez l'ensemble de mes déclarations, je vais, moi, faire mon décompte et je vais vous dire que M. Giscard d'Estaing a quand même réussi à dire douze mensonges en vingt minutes, mercredi soir.

— ***Pourquoi n'avez-vous pas dit tout cela dans le débat?***

F.M. — Parce que le président sortant n'a pas osé me poser la question. Songez que nous avons été près de deux heures face à face, et que M. Giscard d'Estaing ne m'a posé que deux des questions dont vous parlez. Celle des nationalisations et celle des droits de succession. C'est tout.

Pour conclure, je dirai ceci : Je crois que la sagesse consiste à mettre un terme à une expérience qui n'a que trop duré. M. Giscard d'Estaing perd son sang-froid. Je lui demande quand même, puisqu'il lui reste le temps de réfléchir jusqu'à dimanche, de faire avec moi ce qui doit être fait et de bien vouloir m'entendre ; bref, d'être digne et de ne compter que sur la vérité pour obtenir raison.

Jacques Delors: «La machine commencera à tourner dès dimanche soir»

Dans un entretien accordé au *Matin*, Jacques Delors, conseiller de François Mitterrand, explique que les équipes sont d'ores et déjà prêtes.

« *L'action et les consultations de François Mitterrand et de son équipe commenceront le 10 mai au soir... S'il se trouve dans les milieux d'affaires quelques passionnés coupables du péché d'incivisme au point de vouloir troubler les esprits, qu'ils sachent que nous avons tous les moyens (...) de dévoiler leurs agissements à l'opinion publique et de les empêcher d'agir.* »

Affirmant que « *les engagements pris seront tenus* », il indique que « *dans les quatre premières semaines du nouveau gouvernement* », François Mitterrand prendra un certain nombre de mesures annoncées « *comme le relèvement des allocations familiales et du minimum vieillesse* ». « *Il y aura en outre une discussion sur le relèvement du SMIC et sur sa place dans la politique des salaires.* »

« *Nous jouerons sur un double clavier,* ajoute Jacques Delors, *celui de l'emploi et celui de la lutte contre les inégalités par les revenus et la fiscalité.* »

Dénonçant « *le mélange de libéralisme et de dirigisme du gouvernement actuel* », Jacques Delors préconise « *la conciliation entre le jeu du marché là où il est efficace et la stimulation d'un plan* ». Il souligne que « *dès le premier jour, le changement sera visible* » et qu'« *il sera fondé sur deux principes : transparence de l'économie et concertation permanente.* »

« *Chaque sujet sera approfondi dans un cadre adéquat et ce avec toutes les catégories socio-professionnelles intéressées : c'est cela la société contractuelle* », ajoute-t-il.

FRANÇOIS MITTERRAND DEVANT LES ELUS

Giscard s'engage dans un combat sordide

PARTERRE d'écharpes tricolores jeudi soir, salle Wagram, à Paris. Beaucoup d'hommes, peu de femmes, tous et toutes élus socialistes des communes, des villes, des départements, des régions, venus là pour rencontrer François Mitterrand. Avant que celui-ci ne prenne la parole, plusieurs élus devaient exposer les problèmes auxquels ils sont confrontés sur le terrain, et Pierre Mauroy, évoquer brièvement les « *nouveaux rapports entre les collectivités et l'Etat* » que devrait amener la régionalisation.

« *Si le Parti socialiste est devenu la première force politique française, il le doit pour beaucoup à la force et à la cohésion de ses élus* », devait déclarer d'entrée François Mitterrand.

Tirer dans le dos, c'est sa spécialité !

Mais, très vite, grave et sévère, le candidat de la gauche devait répondre aux attaques mensongères proférées la veille par le président sortant.

« *Giscard d'Estaing a cherché pendant sept ans à tromper les Français sur sa politique, il veut maintenant les tromper sur la mienne.* »

A trop se fier à la tranquillité de François Mitterrand, Valéry Giscard d'Estaing a cru qu'il pouvait, au mépris de tout, utiliser les arguments les plus grossiers. Erreur de jugement.

Le candidat de la gauche a montré jeudi soir que la force faisait tout autant partie de sa campagne. « *Giscard d'Estaing ne dit pas la vérité et il le sait. Il se trompe de régime en allant chercher des arguments hors des engagements solennels de ma campagne, quand il ne les invente pas... Giscard d'Estaing a proféré douze mensonges en vingt minutes. Je sais bien qu'il n'a pas battu son record. Mais cela ne l'autorise pas à continuer sur cette voie sans que je me dresse face à lui pour le montrer du doigt.*

» *Un président de la République ne disposerait-il plus que de trois jours pour exercer sa fonction n'a pas le droit de compromettre la démocratie et le pays dans un combat sordide de ce type.* »

Sous une ovation monstre, François Mitterrand devait poursuivre: « *Il ne l'emportera pas sur la contrefaçon. Il était devant moi avant-hier devant les Français, il n'a pas osé...*

» *C'était plus facile à faire le dos tourné. Tirer dans le dos, c'est sa spécialité. Il l'a montré avec de Gaulle en 1969...*

» *Soucieux d'éviter les dangers que ces méthodes font courir à la démocratie, je demande à Valéry Giscard d'Estaing, au nom du mandat qu'il exerce encore, de revenir à une campagne digne. Quant à moi, respectueux de la vérité, ce sera ma ligne de conduite jusqu'au bout.* »

J. B.

Chevènement, Dechartre, Jobert: ensemble pour le changement

Qu'est-ce qui peut réunir à une même table Philippe Dechartre, membre du comité central du RPR qui a apporté son soutien à Jacques Chirac au premier tour, Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, et Jean-Pierre Chevènement, secrétaire national du Parti socialiste? C'est la question que leur ont posée Guy Claisse, André Passeron et Guy Perrimond, les trois journalistes invités pour un face à la presse, jeudi soir, à Paris.

PHILIPPE DECHARTRE a insisté sur l'engagement personnel de Jacques Chirac; il a constaté que, dans son dernier appel, le maire de Paris a « *simplement demandé aux Français de bien peser et de bien réfléchir* ». C'est après avoir bien réfléchi que le secrétaire général du Mouvement pour le socialisme par la participation a décidé de soutenir François Mitterrand au second tour. Il déclare: « *La famille gaulliste n'a rien à attendre des promesses de circonstance qui viennent d'être faites par Valéry Giscard d'Estaing et qui ne seront jamais tenues... Le président sortant n'a pas la volonté de changer de politique... Je reste persuadé qu'un nouveau septennat conduirait la France à la faillite et à la révolution... Nous avons aujourd'hui le moyen démocratique du changement, en votant François Mitterrand.* »

Michel Jobert a rappelé que la Ve République a été faite pour l'ensemble du peuple français, « *il ne s'agissait pas dans l'esprit de son fondateur de remettre les destinées de la France à un quelconque groupement qui se réduirait progressivement à l'expression d'une caste ou d'un clan* ». L'alternance



Michel Jobert, Jean-Pierre Chevènement, Philippe Dechartre. (Photo Pitchal)

est possible. L'objection traditionnelle, la crainte du Parti communiste, est, selon lui, dépassée et les résultats du premier tour le conforte dans son opinion. Il n'est pas question de collectivisme, il s'agit du changement. Valéry Giscard d'Estaing est là depuis sept ans et il n'a rien changé. Michel Jobert se bat depuis sept ans « *dans la clandestinité pour la démocratie vivante* » et il n'a trouvé d'écho à ses propos que dans le discours de François Mitterrand.

Jean-Pierre Chevènement, quant à lui, considère que le rapprochement des gaullistes et des socialistes n'est pas seulement une « *union dans l'action* » contre le président sortant. Dès 1976, le secrétaire national du PS avait appelé les gaullistes sincères qui ne devaient pas se reconnaître dans Valéry Giscard d'Estaing à rejoindre les socialistes.

Le Parti socialiste a évolué dans le cadre des institutions de la Ve République. Gaullistes et socialistes ont lutté, côte à côte, dans la Résistance, il est normal qu'ils se retrouvent au moment de ce choix grave qu'est l'élection présidentielle du 10 mai.

Jean-Pierre Chevènement reconnaît que « *l'on peut ne pas être d'accord sur tout,* mais dans certains domaines comme *la politique étrangère, l'indépendance de la France vis-à-vis des deux blocs, la force de dissuasion indépendante, la défense de la langue française, la relance de l'économie, la reconquête du marché intérieur, la défense du service public* », gaullistes et socialistes peuvent se rejoindre. L'« *union large* », dans le cadre de la stratégie d'union de la gauche, le rassemblement au-delà des frontières historiques de la gauche est le souhait des socialistes.

Jean-Pierre Chevènement a conclu: « *Il faut que nous arrivions à vivre ensemble autrement.* »

Colette PARIS

• **Léo Hamon**, gaulliste de gauche, ancien ministre de De Gaulle et Pompidou — qui appelle à voter pour François Mitterrand — s'est déclaré « *choqué par la mobilisation de la peur* », à laquelle on assiste « *pour ressaisir une majorité qui se défait* ».

S.E.F.I. SONDAGES · ÉTANCHEMENTS FORAGES · INJECTIONS

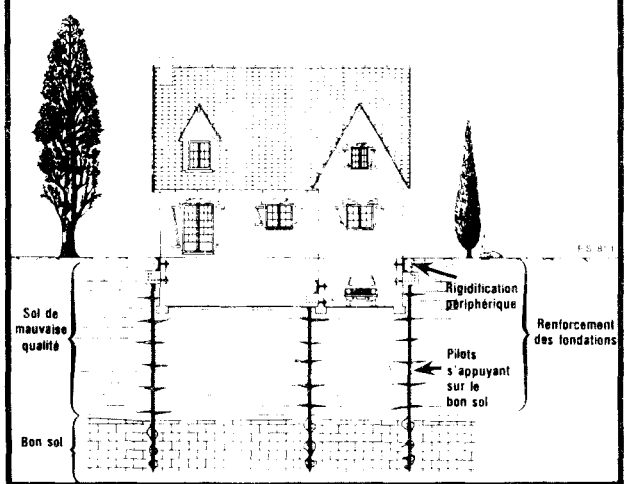
LA TECHNIQUE DU SOL

Sondages de reconnaissance
Mécanique des sols
Injections d'étanchements
Remblayage de carrières - Puits de fondation
Parois berlinoises - Tirants d'ancrage

PROCÉDÉS SPÉCIAUX
Écrans armés
Pilots composites
Contreforts intégrés
Vis à terre

Renforcement de fondations d'immeubles, pavillons, monuments, ouvrages divers.

Exemple de procédé S.E.F.I.:
Renforcement des fondations d'un pavillon posé sur un sol de qualité insuffisante
(Pavillon présentant des désordres : Enfoncement local - Fissures importantes...)



S.E.F.I. 2, Route Nationale, 91170 VIRY CHATILLON
Tél. : (6) 996.96.96

TRIBUNE

Un pouvoir de gauche

par Edwige AVICE*

LE 26 avril, une situation longtemps préparée a basculé dans le champ du possible. Une porte s'est ouverte dans une société verrouillée à la fois par les forces les plus hostiles au progrès et par la division du mouvement ouvrier.

Parce que l'Union de la gauche a creusé, en dépit des vicissitudes, des sillons profonds, et parce qu'a mûri en France le vrai phénomène politique de toute notre époque, à savoir la volonté de rassemblement des forces de changement, cette porte de liberté nous nous préparons à la franchir.

De l'autre côté, c'est le pouvoir, mot dont nous ne connaissons seulement que la signification de contrainte : pouvoir actuel d'une classe et d'une caste; ce pouvoir, qu'incarne de façon si caricaturale Valéry Giscard d'Estaing.

A le voir et à l'écouter, lors du débat de mardi dernier, parlant avec une condescendance doctorale des demandeurs



d'emploi « *qui ne sont pas des chômeurs* », agitant l'épouvantail fatigué de la crainte et du désordre, refermant par ses propos étriqués l'horizon économique et social, nous ne pouvions penser qu'une seule chose : cet homme-là était le passé.

La vraie majorité que nous sommes veut donner du pouvoir une définition neuve.

Au cœur même de la réflexion sur la démocratie, la restitution du pouvoir à un pays qui en a été privé, c'est un réveil fantastique et un saut dans l'avenir.

Y participer, contribuer à répondre à une si longue attente, quelle chance pour nos générations!

Parmi les marques authentiques d'un pouvoir de gauche, il y a tout d'abord la naissance d'une capacité collective à mettre en œuvre un projet politique différent parce que voulant satisfaire les priorités sociales. Mais il y a aussi la volonté de permettre l'expression d'autres relations entre les individus, d'autres motivations parce que, aujourd'hui, toute forme de générosité et d'amour de la vie — qui sont pourtant des ressorts très puissants — est incomprise et tuée dans l'œuf.

Un pouvoir de gauche, c'est faire en sorte que, au-delà du 10 mai, tous ceux et toutes celles qui en France auront contribué à la victoire puissent, par leurs efforts communs, créer une société d'épanouissement, d'égalité et de liberté. Trois mots dont les femmes ne connaissent que le négatif.

---

* *Député de Paris.*

POINTS FORTS

La relève

par Lionel JOSPIN*

LA victoire, hier possible, devient plus probable. La hargne déployée contre nous par les secteurs les plus traditionnellement réactionnaires de la vie sociale et économique, ceux où se concentrent privilèges et grands intérêts, indique que nous sommes sur la bonne voie. Raison de plus pour ne pas céder à l'euphorie, car rien n'est joué.

Nous devons maintenir notre engagement militant jusqu'au bout. Dans la campagne du second tour, François Mitterrand a continué d'incarner la force et l'espérance populaires. On s'en est aperçu encore lors du débat télévisé que l'actuel occupant de l'Elysée croyait utiliser pour tendre un piège à notre candidat ; Giscard a dû consentir finalement à un débat égal assez démocratique pour devenir un moment de vérité.

Tricherie et affabulation

Résultat : des millions de Françaises et de Français ont vu Giscard inquiet, hésitant, déstabilisé, incapable de supporter des mots tels que « chômage » et allant jusqu'à promettre de s'amender. N'est-il pas étonnant de l'entendre concéder à François Mitterrand qu'il incarne le changement, alors qu'en 1974 lui-même s'en était réclamé indûment ?

En fait, on l'aura vu et entendu dire deux fois en une heure, dans les mêmes termes, que grâce au « tout-nucléaire » la France aurait cinq ans d'électricité devant elle, en cas de conflit atomique : couplet de politique-fiction où le chauvinisme le dispute à l'incompétence. Si quelqu'un risque de mener



la France à l'aventure les yeux bandés, c'est lui !

Comme à l'accoutumée, il a mêlé la tricherie sur les chiffres (fabulant sur l'extension des nationalisations, mentant sur la hausse des prix agricoles demandée par le groupe socialiste à l'Assemblée européenne...) aux harangues cent fois rabâchées sur le collectivisme. Mais c'est en vain qu'il a cherché à enfermer François Mitterrand dans la logique fallacieuse de son système économique et politique. Cette logique, le candidat de toute la gauche a souligné qu'il la récuse comme telle et que la politique qu'il propose au pays s'appuie sur d'autres bases : relance économique, partage du travail, réformes de structures, décentralisation des décisions, justice sociale. Le rassemblement de toutes les forces de la France ne sera pas une nébuleuse : il aura son ancrage à gauche.

Au premier rang

Il est un point précis sur lequel nous devons porter sans doute notre plus grand effort de conviction : Giscard a voulu faire croire que la passation des pouvoirs de la République serait le signal d'un écroulement des institutions et d'un chaos, alors qu'il ne s'agira que de mettre un terme à la domination d'une caste qui dissimule aujourd'hui tant bien que mal son mépris foncier du peuple et du droit. Ce changement, nous l'avons entendu résumer par notre candidat en des phrases que chaque socialiste peut faire sienne, et que la grande majorité des Français peuvent faire leur : la vie n'est pas une annexe du travail, la liberté est aussi la conquête du temps de vivre. Le 11 mai, nous l'espérons ardemment, commencera cette conquête. Mais elle n'implique aucune des catastrophes prophétisées par le châtelain d'Authon. Il nous incombera à tous, élus, militants et sympathisants du parti, d'être solidaires au premier rang de la relève qui s'annonce, comme nous l'aurons été tout au long de la campagne de François Mitterrand.

* *Premier secrétaire du PS.*

Le rassemblement autour de François Mitterrand

• **Un appel pour la défense des libertés,** signé par de nombreuses personnalités parmi lesquelles Simone de Beauvoir, le rabin Josy Eisenberg, Gisèle Halimi, Pierre Marcilhacy, Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme, Daniel Mayer et le colonel Passy.

• **De nombreuses femmes,** parmi lesquelles Monique Antoine, Simone Iff, Christiane Rochefort, Delphine Seyrig, Odile Dhavernas, Maya Surduts et Christine Buci-Glucksman.

• **Vladimir Jankélévitch, François Chatelet, Albert Memmi, Jacques Chevalier, Gilles Deleuze.**

• **Georges Dardel,** ancien président du Conseil de la Seine.

• **Jacques Felli,** maire de Marmoutier et conseiller général du Bas-Rhin, apparenté UDF.

• **L'Union générale des travailleurs réunionnais en France.**

• **La commission exécutive du Syndicat général du livre parisien, et le comité syndical de la Chambre syndicale typographique parisienne.**

• **L'Internationale socialiste.**

• **Des organisations de rapatriés d'Afrique du Nord,** dont le mouvement Le Recours, le Front national des rapatriés de confession islamique, le Comité pour l'indemnisation des spoliés des départements français d'Algérie, le Mouvement de défense et d'assistance des rapatriés musulmans, la Fédération nationale des rapatriés d'Algérie, et le Conseil national des associations de musulmans français.

• **Le Comité national provisoire des Français nationalisés et des Français d'origine africaine.**

• **Les locaux de la Fédération du Nord du Parti socialiste,** 2, rue Watteau, à Lille, ont été entièrement saccagés au cours de la nuit du 6 au 7 mai. Des individus ont pénétré par effraction dans le bâtiment et se sont livrés à un pillage en règle des salles de réunion, des bureaux et des meubles.

• **Bernadette Ragot,** secrétaire nationale de Nature et Progrès.

• **Alexandre Vanderdonckt,** chef d'orchestre, vice-président de la Chambre syndicale des directeurs de théâtres en France.

• **Le IVe Congrès de la Coordination permanente lycéenne.**

• **Des écologistes :** le Comité antinucléaire de Plogoff, Paul Laffont (maire de Golfech), les associations Manche Ecologie, Nice Ecologie, la Fédération écologiste du Midi, le Comité antinucléaire de Basse et Haute-Normandie.

• **Le Parti radical italien.**

• **Cent responsables nationaux d'associations de jeunesse et d'éducation populaire,** parmi lesquels Alain Barrau, Philippe Farine et Gilbert Veron.

• **Quatre prix Nobel :** Lord Philip Noël-Baker et Sean McBride, prix Nobel de la Paix ; Jan Tinbergen, prix Nobel d'économie ; et George Wald, prix Nobel de médecine.

• **Les Groupes d'action municipale.**

• **Le Syndicat national de radio et télévision** (SNRT-CGT).

• **Quatre cents scientifiques,** parmi lesquels François Gros, Jacques Ruffié, Alain Touraine, André Miquel, Marc Ferro, François Gremy.

• **Dix-sept présidents de chambre d'agriculture.**

• **Alan Stivel.**

• **Thomas Llorca,** ancien président de l'association des policiers résistants républicains du 8 novembre 1942 de la ville d'Alger.

• **Radio Brest-Atlantique** va recommencer à émettre dimanche soir, 10 mai, avec des correspondants dans tout le Finistère. Elle fera même une émission en duplex avec Canal-75 à Paris. Si François Mitterrand est élu, ce qui est plus que probable, les émissions seront permanentes dès le lundi matin...

Mitterrand répond au CRIF

FRANÇOIS MITTERRAND a adressé ses réponses au Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), déclarant qu'il *« souhaite recevoir les responsables israéliens dans les premiers mois de son septennat »* et être très prochainement invité en Israël comme président de la République française. Le candidat de la gauche a affirmé que, *« s'il apparaissait que l'OLP est à l'origine d'attentats commis en France, la présence de son bureau à Paris devrait être reconsidérée.*

La France ne saurait continuer à pratiquer une politique déséquilibrée en matière de vente d'armes, en ce qui concerne le Proche-Orient, a-t-il ajouté. *Il ne suffit pas de reconnaître le droit à l'existence d'un pays si on lui refuse les moyens de garantir ce droit. »* Il a d'ailleurs tenu à rappeler qu'il avait approuvé les accords de Camp David.

François Mitterrand a par ailleurs indiqué qu'il demanderait la publication officielle des résultats des enquêtes sur tous les attentats terroristes et racistes (notamment celui de Copernic), ainsi que l'avait demandé le CRIF, veillerait *« à ce que les pouvoirs publics fassent preuve de plus de vigilance et de fermeté »* face au racisme et à l'antisémitisme. Il a envisagé la création d'un organisme chargé de lutter contre le *« retour du racisme qui conduisit à l'holocauste ».*

En conclusion il a affirmé : *« Elu, je veillerai personnellement à ce que l'expression de la culture juive puisse se développer. »*

Marie-France Garaud ne votera pas Giscard

...ni Mitterrand

MARIE-FRANCE GARAUD a précisé, jeudi, sa position pour le second tour de l'élection présidentielle. Elle motive ainsi sa décision :

« En face de la menace que fait peser sur la paix l'impérialisme communiste, en face des dangers que fait courir à notre indépendance un neutralisme dissimulé ou avoué, nous ne savons toujours pas où sont la lucidité et la fermeté, où sont la complaisance et l'illusion.

» En face du défi économique que nous avons à relever, on nous propose d'un côté comme de l'autre des catalogues de recettes qui ne peuvent avoir d'effet si les choix politiques n'ont pas été au préalable clairement définis devant le pays. Le politique doit primer l'économique.

» En face des combinaisons de partis qui tentent de préserver leurs intérêts électoraux en tirant la Ve République vers le bas, pour mieux s'en emparer, nous ne voyons qu'habileté et intérêts personnels...

» Dans ces conditions, je ne peux plus apporter mon suffrage à celui qui, dans l'ambiguïté, refuse d'assumer son passif, mais je ne peux pas non plus le donner à celui qui, dans l'imprécision, paraît encore embarrassé de son projet.

» Je voterai donc blanc. »

Le maître ne suivra donc pas l'élève Jacques Chirac, qui s'est senti obligé, mercredi, de rappeler son soutien au président sortant. Insensible aux avances récentes de Giscard vis-à-vis des gaullistes et à ses promesses électorales, Marie-France Garaud, fidèle à l'action qu'elle a menée depuis le début de sa campagne, ne trahit pas ses électeurs. Ce vote blanc est un désaveu de plus de la politique menée depuis sept ans. Autant de voix qui manqueront à Giscard le 10 mai.

C.P.

Union de Services Publics
ORDURES MÉNAGÈRES
TRAITEMENT - COLLECTE
EXPLOITATION DE DÉCHARGES
NETTOYAGES INDUSTRIELS
SUCCURSALE DE CLERMONT-FERRAND
6, boulevard Saint-Jean Tél. : 91.50.01
Siège social : 71, rue du Général-Leclerc - 95600 EAUBONNE
Téléphone : 959.29.22

Pour eux, c'est Mitterrand

PIERRE DABEZIES :

«Une charnière entre le gaullisme et le socialisme»

Pierre Dabezies, président de la Fédération des républicains de progrès, professeur agrégé de droit à Paris-I et conseiller de Paris des IIe et IIIe arrondissements, a soutenu Jacques Chirac au premier tour de l'élection présidentielle. Il expose à *Combat socialiste* les raisons du ralliement de son mouvement à François Mitterrand.



PIERRE DABEZIES a la fibre des gaullistes « historiques ». A Londres pendant la guerre, ancien colonel de parachutistes, il est passé dans divers cabinets, dont ceux de Pierre Messmer et d'Olivier Guichard. Il fait partie de ceux qu'on appelle les gaullistes de gauche.

— Le gaullisme est en quelque sorte l'expression moderne d'un courant populaire de l'Histoire. Au clivage traditionnel droite-gauche s'est superposé un autre clivage bien plus marquant : celui de l'originalité de la France face à ceux qui la considèrent comme un simple appendice, je pense à l'atlantisme par exemple. Là, c'est clair : ce sont les girondins, les centristes et les giscardiens qui n'ont pas la mentalité jacobine. On est loin du clivage droite-gauche.

La FRP a estimé que Giscard au pouvoir représentait l'ennemi principal. Quoi ? On ne va pas faire éternellement le jeu de la droite et de tout ce qui est profondément contraire à nos idées, sous prétexte de la présence des communistes !

— Qu'attendez-vous de l'élection de François Mitterrand ?

— Aux municipales de 1977, nous avions fait des listes communes avec les socialistes, les communistes et les radicaux de gauche. Parce que nous sommes un courant gaulliste qui n'accepte pas l'actuel pouvoir dévoyé. Ce sont les socialistes qui représentent cette idée d'un Etat tutélaire sans être étouffant, cette décentralisation au niveau des entreprises et de la cité c'est le thème de la participation, mais aussi de la culture et des associations.

Il faut laisser enfin les gens s'occuper de ces affaires et les consulter. Les gaullistes de gauche peuvent continuer à défendre envers et contre tout ce qu'a représenté le gaullisme. Nous sommes un peu sa conscience. Il faut des partis charnières entre le gaullisme et le socialisme. Nous en sommes un.

HONORÉ BONNET

Développer le sport de masse

Honoré Bonnet, entraîneur de l'équipe de France et directeur de l'équipe de ski français de 1959 à 1968, a apporté son soutien à François Mitterrand.

— J'ai choisi d'apporter mon soutien à François Mitterrand parce que je suis profondément socialiste. J'ai monté un comité de soutien dans ma vallée car je pense que c'est mon devoir d'œuvrer pour la victoire de la gauche.

— Qu'attendez-vous de François Mitterrand et du socialisme ?

— J'en attends beaucoup, trop peut-être, car j'espère une remise à flot de la justice. On doit pouvoir parvenir à plus de liberté, plus d'indépendance, plus de largesse d'esprit. Et puis, pour aborder des problèmes plus concrets, il faut absolument que les socialistes au pouvoir s'occupent de la régionalisation. On ne peut pas continuer à être « cramponné » à Paris pour la moindre activité.

— Qu'en attendez-vous dans votre métier plus particulièrement ?

— Un budget digne de la formidable organisation que représente le sport professionnel. Il faut aussi naturellement améliorer les conditions du sport de haute compétition. Tout en développant le sport de masse, pour arriver à une plus grande démocratisation.

PIERRE EMMANUEL :

«Je souhaite une victoire franche»

Pierre Emmanuel, poète et écrivain, membre du RPR, qui a soutenu Jacques Chirac au premier tour, croit en la victoire du candidat de la gauche

— Pourquoi avez-vous décidé de voter pour François Mitterrand au second tour ?

— Je suis de ceux qui ont cru à la nouvelle société définie par Jacques Chaban-Delmas. Après l'avoir soutenu, j'ai voté pour Valéry Giscard d'Estaing. J'étais persuadé que son élection ouvrait la possibilité d'une ère nouvelle. Or, c'est le contraire qui s'est produit, et particulièrement dans la vie sociale, culturelle et à l'école. Rien n'a été fait. Les choses sont restées en l'état, dans une grave inertie.

Ce qui m'a beaucoup frappé, c'est l'évolution de l'information. Il s'agit d'une psychologie sournoise et dont on devrait examiner de près le mécanisme. Si l'on écoutait attentivement, pendant une semaine, les journaux télévisés, on verrait qu'il y a un style de présentation, une volonté de camouflage, un mensonge permanent, qui ne relèvent pas de la volonté de tel ou tel individu mais qui correspondent à des choix politiques.

Une politique nouvelle est nécessaire, et pour la mettre en œuvre il faut se trouver dans une situation nouvelle, au-delà de la division de la France en deux. Je souhaite une victoire franche de François Mitterrand, 53 %, 54 % et même davantage. Il faudra qu'il tienne compte de cette nouvelle majorité présidentielle et des sensibilités qu'elle représentera.

— Vous paraissez particulièrement sensible aux problèmes culturels. Qu'attendez-vous d'une nouvelle politique culturelle ?

— La culture n'est pas un sujet parmi tant d'autres, c'est une mentalité. On peut l'envisager comme une distraction — c'est le rôle des maisons de la culture, des spectacles, des festivals — mais ça n'a aucun intérêt pour la majorité du peuple. La culture, c'est une certaine façon de prendre en compte un héritage, de le faire fructifier et aussi de créer soi-même. Ça commence à l'école. Il s'agit de savoir comment nos enfants seront formés, quel type d'éducation ils vont recevoir. Comment, dans une localité, dans une région, on se rencontre pour faire certaines choses ensemble. Ça pose le problème des structures de la vie sociale, du mieux vivre, du temps de vivre dont parle François Mitterrand. Il ne devra pas s'attaquer d'abord aux problèmes économiques et ensuite à la culture, la culture fait partie de la politique, il devra s'en souvenir.

Propos recueillis par Colette PARIS

MARCEL AMONT :

«Une chance pour s'exprimer»

Le chanteur Marcel Amont, membre du comité de soutien national à François Mitterrand, nous explique ce qu'il attend de la venue de la gauche au pouvoir

— Pourquoi soutenez-vous François Mitterrand ?

— Depuis trente ans, je vote à gauche. Je suis issu d'une famille très politisée. Je ne suis pas membre du Parti socialiste, pas encore. Les socialistes représentent pour moi la gauche qui a le plus de chance d'accéder au pouvoir. Je voterai pour François Mitterrand. Je ne voterai pas pour un homme mais pour le candidat de la gauche — l'homme importe moins que ce qu'il représente.

— Qu'attendez-vous de la gauche au pouvoir ?

— J'en attends un changement de politique. Sans l'alternance, il n'y aura pas de changement. Dans le domaine qui me concerne directement, la politique artistique est menée en dépit du bon sens, favorisant soit l'élitisme soit le succès commercial.

Il existe de nombreux talents que le système actuel ne peut qu'ignorer. Une société socialiste ne donnera pas de talent à ceux qui n'en ont pas, mais une chance à tous ceux qui, aujourd'hui, ne peuvent s'exprimer. Les chanteurs ont la réputation de gagner des milliards ; c'est peut-être le cas de certains, mais il ne s'agit pas de la majorité d'entre eux. C'est un métier mal connu du public, et, dans ce domaine comme dans tant d'autres, il y a beaucoup de choses à faire.

— Votre engagement politique vous a-t-il posé des problèmes dans l'exercice de votre métier ?

— L'engagement politique d'un artiste et sa participation au comité de soutien à un candidat à l'élection présidentielle sont entrés dans les mœurs aux Etats-Unis. Ce n'est pas le cas en France. Ma position politique m'a valu une certaine forme de censure — des projets sont mis, comme par hasard, en attente, des galas sont annulés par les autorités locales au dernier



moment... C'est un barrage permanent qui ne dit pas son nom. Je crois à la victoire de la gauche en 1981, et j'espère qu'elle ne fera pas demain ce qu'elle reproche aujourd'hui à la droite.

FRANÇOISE MALLET-JORIS :

«Le désordre, c'est Giscard»

Françoise Mallet-Joris est écrivain et membre du comité national de soutien à François Mitterrand

— Pourquoi cet engagement public pour François Mitterrand ?

— Je suis la fille d'un homme politique, j'ai été militante du Parti socialiste. C'est mon opinion depuis trente ans. Je crois en une forme de société qui est celle que défend François Mitterrand. Quand on a une opinion, il n'y a pas de raison de la cacher. Et si ma prise de position peut être d'un poids quelconque dans un sens que je crois bon, il est normal que je m'engage publiquement.

— Que pensez-vous de Valéry Giscard d'Estaing ?

— Sa politique ne s'applique pas aux temps que nous vivons. Si, par malheur, il était réélu (il ne pourrait d'ailleurs l'être qu'avec une majorité encore plus faible qu'en 1974) je pense que ce nouveau septennat ne pourrait pas s'achever. Il serait interrompu par de grands mouvements sociaux violents. Le désordre, ce serait lui.

— Vous croyez donc à la victoire de la gauche en 1981 ?

— En 1974, je croyais bien qu'on allait passer. J'ai été très déçue. Mais je crois qu'on a plus de chance cette fois-ci. Les gens ont pris l'habitude du face-à-face Giscard-Mitterrand. C'est devenu normal, ils ont le même poids, et ça ne paraît plus impossible qu'il le remplace. Ça le rend plus crédible pour les indéterminés. Les gens en ont assez de Giscard, la peur du rouge n'est plus un argument suffisant. François Mitterrand n'apparaît plus comme l'otage des communistes, et c'est dans la tranquillité que la gauche accédera au pouvoir.

DES MILLIONS DE FRANÇAIS ESPERENT QU'IL SERA LEUR PRESIDENT

François Mitterrand: un homme tranquille au service de la justice, de la liberté, de la France

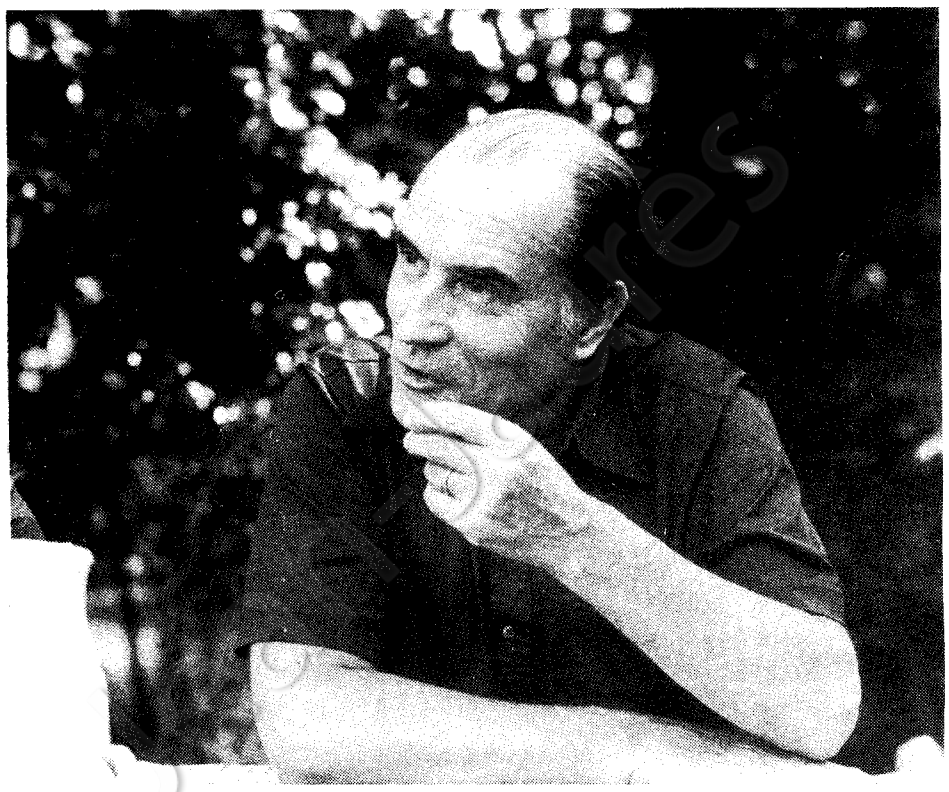
Il en est qui, pudiquement, jettent un voile sur leurs années d'apprentissage. Comme si l'accession à un mandat électif correspondait à une deuxième naissance. Le passé ? Il ne compte pas, gommé par la soudaine fierté qui précipite dans les oubliettes tout ce qui précède.

François Mitterrand n'est pas de ceux-là. Il est le produit d'un terroir et entend le faire savoir. Nullement pour monter en épingle un hypothétique esprit de clocher mais comme témoignage de fidélité à ses propres racines. Il n'est pas quelqu'un de nulle part et le sens historique qui l'anime est bien plus profond qu'une simple érudition.

Dans *Ici et Maintenant*, ne répond-il pas à Guy Claisse qui l'interroge sur l'enseignement de l'histoire en France: *« Cet abandon qui me paraît incompréhensible me heurte dans mes goûts, dans l'idée que j'ai du savoir et dans mon ambition pour la communauté à laquelle j'appartiens. Le monde ne commence pas avec soi. Couper ses racines pour mieux s'épanouir est le geste idiot d'un idiot. Il n'y a pas d'imagination sans mémoire. »*

Couper ses racines, c'est toujours ce qu'a refusé de faire François Mitterrand. Il faut le lire quand il se fait le chantre de son pays charentais pour saisir combien cette préoccupation peut être considérée comme le fil conducteur de sa vie. Homme de terroir, avec les pieds bien sur terre, historiographe à ses heures, il ne peut admettre le sabotage des mémoires. Non seulement celle de l'individu, mais aussi celle des masses obligées de lutter pied à pied pour conserver leur propre histoire.

François Mitterrand portera, dimanche, l'espoir de millions d'hommes et de femmes. Chacun connaît sa voix, son visage. Mais qui est cet homme auquel tant de Français souhaitent confier la plus haute charge de l'Etat ? Nous vous proposons de mieux le connaître encore au travers de courts extraits de ses livres et grâce à quelques photos.



Depuis l'enfance, dans le bonheur de la nature

LA MAISON DE MON ENFANCE

« Dans mon enfance charentaise j'habitais une maison à trois kilomètres du premier hameau. Elle était assise sur le rebord d'une vallée. Le toit des granges touchait le sol, au bas coulait une rivière. La vigne, le blé, le bois, le pré et l'eau nous fournissaient le nécessaire. On pêchait l'anguille. On pressait l'huile de noix. On buvait le lait de nos vaches. A la jointure de juillet, on passait de l'odeur des foins à celle des moissons. On respirait la sueur et la poussière des battaisons. Le soir, on abaissait la lampe pour allumer le manchon à gaz. Le poêle à bois ronflait dès octobre. La vie quotidienne passait par les chemins détrempés de novembre, la terre coupante de février, les jambes molles du printemps. De la fenêtre du grenier, je pouvais, d'un regard, faire le tour de la terre, nord chevelu d'orme et de chêne, est pierreux, ouest de Toscane, sud en profil perdu sur des fonds verts et bleus. Une carrière tachait d'ocre la blancheur du calcaire. Pas une cheminée plus haute que de raison, pas de tourbillons poisseux de fumée noire. Quand la forêt brûlait en offrande au soleil, le tragique restait pur. »

(Dans *Ici et Maintenant*)



Parmi les siens, en Charente, François Mitterrand est debout, chapeau et veste rayée.

DIEU COMME UNE EVIDENCE

« Cette enfance, je l'ai surtout vécue en pleine campagne, dans la propriété de mes grands-parents maternels, à la limite des départements de Charente et Dordogne. (...) Sans electricité, sans eau courante, les commodités à cent mètres de la maison au demeurant fort confortable, j'ai appris là ce que sont les heures, la courbe des jours, les saisons. Le temps et les choses parlaient de Dieu comme d'une évidence. »

(Dans *Ma part de vérité*)

DE LA FORET DES LANDES A CELLE DU MORVAN

« J'aime la forêt. Mon itinéraire de vie me conduit, me ramène de la forêt des Landes à celle du Morvan. Quand un voyage me le permet, je n'oublie jamais le détour par Tronçais, par Bellême ou par la Margeride. Selon l'humeur, c'est Rambouillet que je préfère, quand ce n'est pas une autre, toutes les autres, Chantilly ou Fontainebleau, la Sologne de mes ancêtres ou la Double de mon enfance. On composerait un poème à tracer sur le papier le nom, simplement le nom, des forêts de Chaource et de la Dombe, de Brocéliande et de la Chaise-Dieu. Ce que j'y trouve, il me faudrait de longues heures pour l'exprimer en quinze lignes. »

(Dans *l'Abeille et l'Architecte*)



QUAND RESPIRER EST PENSER

« L'action brûle vite les matériaux qu'on lui jette. Un sol qui repose nourrit des moissons abondantes. Ah! le bonheur utile des longues promenades où respirer est penser. Je marche dans la forêt. Les oiseaux qui chantaient si fort auprès de la maison ne s'aventurent pas jusque là. (...) Je mesure le progrès des fougères qui, soudain déroulées, déploient leur tapis de haute verdure. Je sens mes pas épouser la souplesse du chemin. »

(Dans *la Paille et le Grain*)

LA TERRE, NOTRE AMIE...

« Au spectacle de la nature, il m'arrive souvent de vivre ces moments de bonheur où l'on s'arrête et dit: C'est le plus bel endroit du monde. La terre, notre amie, prodigue ses merveilles. Je la contemple depuis l'enfance sans épuiser jamais cette faculté d'étonnement qui naît de la beauté et qui donne l'obscure envie de remercier quelqu'un. »

(Dans *la Paille et le Grain*)

MON ENTOURAGE EN RIT

« Latche. Chaque jour, ou presque, je visite mes chênes. Ce rite amuse mon entourage qui rit de moi quand j'affirme qu'ils changent à vue d'œil. C'est vrai pourtant. Je les ai plantés en novembre. Au printemps, les chevreuils affamés ont tiré sur la fragile écorce et l'ont déchiquetée. J'ai dû, avec l'aide de mon ami pépiniériste, coller un mastic sur les plaies et cerner le pied d'un réseau de fil de fer barbelé. Cet été, la sécheresse a brûlé les feuilles encore tendres (quel coup au cœur, ces panaches soudain flétris, roussis !) et, depuis les premières pluies, tombées après le 15 août, je guette la naissance des bourgeons qui m'apprendront que la vie a gagné. Ni pour les arbres ni pour les hommes il n'est d'heureuse saison. »

(Dans *l'Abeille et l'Architecte*)

«Moi qui n'ai jamais été gaulliste, j'ai toujours refusé d'être anti»



Accompagné de sa femme, avec Golda Meir.



Avec Willy Brandt.



Avec Leonid Brejnev.



Militaire en 1939, le deuxième debout en partant de la droite.

LE GRAND VENT DE 1936

« ...En 1936 avait soufflé le grand vent de la joie populaire. Je me souviens de la nuit des élections dans les rues de Paris, de l'allégresse des « Ça ira ». Je retrouvais dans cette liesse les élans des courses à perdre haleine d'autrefois, je découvrais qu'il y avait encore des causes à vivre et à mourir. J'aimais que mes vingt ans fussent au commencement d'un monde dont la délivrance m'exaltait sans que j'eusse approché ses douleurs. »

(Dans Ma part de vérité.*)*

LE CONTRAT SOCIAL

Dans son camp de prisonniers, François Mitterrand assiste, après un temps de désorganisation où l'homme est un loup pour l'homme, à l'éveil de la vie sociale.

« Par l'effet de quelle prise de conscience la masse a-t-elle renversé ce pouvoir absolu ? Après tout le couteau est le couteau, principe simple de l'ordre établi. Pourtant cela n'a pas duré trois mois. Il faut avoir vu les nouveaux délégués, désignés on ne sait comment, couper le pain noir en six tranches au millimètre près, sous le contrôle écarquillé du suffrage universel. Spectacle rare et instructif. J'ai assisté à la naissance du contrat social. »

(Dans Ma part de vérité.*)*

LA VOIX DU GENERAL DE GAULLE...

« ... A Schaala (1), la voix du général de Gaulle nous était parvenue. Vieille patrie, vieille aventure, vieil avenir. Cette voix annonçait le printemps avec un amour neuf. Elle exigeait l'effort et la volonté du refus. Je n'eus pas de peine à comprendre que ce qu'elle me disait à moi comme aux autres était aussi simple que le miel, le lait et le pain.

Voilà pourquoi, moi qui n'ai jamais été gaulliste, j'ai toujours refusé d'être anti. »

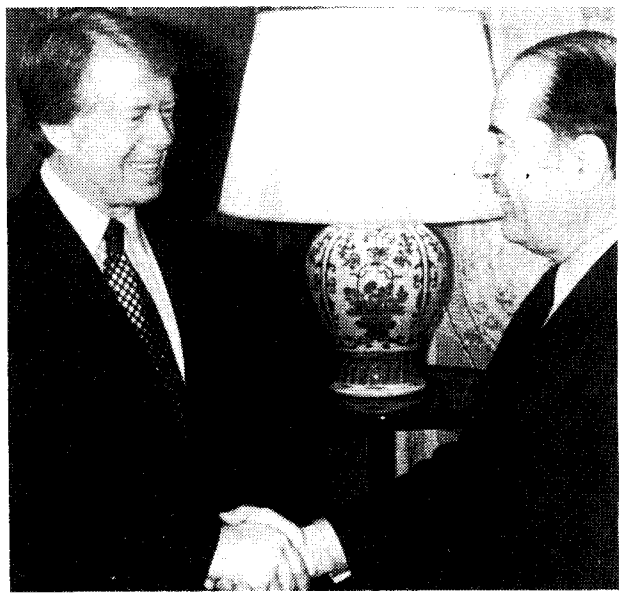
(Dans la Paille et le Grain.*)*

(1) Stalag où François Mitterrand était prisonnier. Il s'évadera trois fois avant de recouvrer sa liberté.

LE PREMIER CONSEIL DE GOUVERNEMENT DE LA FRANCE LIBEREE

« Le 27 août 1944, j'ai pris part, sous la présidence du général de Gaulle, au premier conseil de gouvernement de la France libérée. J'ai encore dans l'oreille son monologue de ce jour-là. J'écoutais, j'observais, j'admirais. A force de vivre des journées historiques dont le souvenir s'est perdu, je suis devenu économe de ce genre d'émotions. Mais j'avais vingt-sept ans, des réserves d'enthousiasme et une certaine propension à magnifier l'événement. J'avais aussi quelque raison d'ouvrir les yeux tout grands : c'était le début d'une époque et c'était le général de Gaulle. »

(Dans la Paille et le Grain.*)*



Avec Jimmy Carter.

Une certaine idée de la France

« L'honneur d'être Français. Déjà, dans le passé, mon sentiment d'appartenir à un grand peuple (grand par l'idée qu'il se faisait du monde et de lui, et de lui dans le monde, selon un code de valeurs qui ne reposait ni sur le nombre, ni sur la force, ni sur l'argent) avait subi quelques entailles. J'ai vécu 1940 : inutile d'en dire davantage. Mais quand l'abaissement trouve dans les balances de l'Histoire son poids égal de fierté, passe encore. Un peu perdue dans la masse des nouvelles d'aujourd'hui, une petite dépêche m'alerte : et si la fierté s'en allait ? Cette dépêche, la voici : « L'écrivain espagnol Alfonso Sastre, expulsé samedi 5 février par la police française, a été reconduit à la frontière espagnole... Le ministère français de l'Intérieur explique cette mesure par le fait qu'Alfonso Sastre avait participé à plusieurs grèves de la faim dans la cathédrale de Bayonne afin de protester contre des assignations à résidence qui avaient frappé des réfugiés espagnols en France. » Mesurons l'étendue du crime : la grève de la faim. Et la circonstance aggravante : dans une cathédrale. Et la noirceur du mobile : par solidarité. »

(Dans l'Abeille et l'Architecte.*)*

La saison nouvelle a déjà commencé



A Paris, une rencontre avec des commerçants.

SI J'ARRIVE A RASSEMBLER...

« Je ne suis pas ambitieux de cette façon-là. Il m'était facile après tout d'obtenir les satisfactions et les honneurs communément désirés par les hommes politiques. Mais moi, si je parviens à restituer le socialisme en France et, au bout du compte, la France au socialisme, si j'arrive à rassembler, à cimenter les socialistes dans un puissant parti souple, divers, multiforme, pluraliste, mais quand même ordonné, et toujours unitaire, si j'en fais, et c'est bien commencé, la première force politique française, — l'UDF n'est qu'un conglomérat de personnes et de clans qui ne durera pas au-delà du pouvoir de Giscard, tandis que le socialisme travaille, lui, à hauteur de l'Histoire — j'aurai conscience d'avoir réussi ma vie politique. Jaurès n'a pas gouverné. Blum une fois dans sa vie. Ont-ils échoué? Attention! Je ne dis pas « les raisins sont trop verts ». Si j'avais pu en 1974, si je pouvais emporter la présidence de la République, sans délaisser ma tâche essentielle, j'aurais saisi, je saisirais cet instrument. »

(Dans *Ici et Maintenant*)

JE FAIS PARTIE DU PAYSAGE DE LA FRANCE

« Georges Clemenceau, après trente-cinq ans de vie parlementaire, n'avait jamais été ministre. Il le devint à soixante-cinq ans. Ce n'était qu'un petit début! A vingt-sept ans, j'ai appartenu au gouvernement dit « des secrétaires généraux provisoires » qui a assuré la responsabilité du pouvoir lors des combats de la libération, à l'arrivée de De Gaulle à Paris et sous sa présidence. A trente ans, j'étais le plus jeune ministre que la République eut connu depuis le Premier Empire — et je le suis resté. Suis-je coupable d'être entré plus jeune que d'autres en politique? D'avoir gardé en dépit du temps et des épreuves la confiance de mes électeurs? Je prie ceux que cela gêne de bien vouloir m'en excuser. Je fais partie du paysage de la France. »

(Dans *Ici et Maintenant*)

PARTI PRIS POUR LA LIBERTÉ

« J'aime la France, à ma façon, qui est celle du paysan qui regarde sa terre au printemps, qui mesure le prix des choses, et combien coûte, de sacrifices et de patience, le blé qu'il aime; écoutez-moi, si je vous dis que la saison nouvelle a déjà commencé, que parmi vous ils sont des millions et des millions d'hommes et de femmes, forces de la jeunesse et forces de travail, qui attendent de vous l'espérance de la moisson dont, je vous assure, chacun partagera le pain.

On m'oppose qu'il faudrait exclure de la responsabilité nationale cinq millions des nôtres, on me répète que, puisque cela dure depuis un quart de siècle, il n'y a plus qu'à continuer; eh bien! je le refuse. J'ai pris parti, toute ma vie, pour le camp de la liberté et j'affirme hautement que l'heure est venue pour la France de rassembler tous les Français. »

(Dans *Politique*, 1974)

LA GAUCHE, C'EST LA GÉNÉROSITÉ

« La gauche, elle, oui, c'est la générosité française. Oh, la gauche, elle se trompe souvent de direction, elle en a connu des coups durs ; ça a fini souvent par des fusillades, ça a fini aussi par bien des amertumes, mais la gauche, elle tient bon parce qu'elle est associée à la misère du peuple, mais la gauche, elle tient bon parce qu'elle est associée à l'espérance du peuple; la gauche ça durera autant qu'il y a de libéral dans le cœur de l'homme. La gauche, ça signifie une acceptation généreuse des responsabilités, ça signifie une connaissance, une appréhension de la terre, des moyens de vivre et de l'instrument du travail, la gauche ça signifie l'amour entre les hommes, l'amour entre les peuples et ce sont des mots bien vieux et peut-être bien fatigués mais moi je n'ai pas peur de les employer, je ne rougis pas de les dire parce que je pense que tant qu'il y aura quelque part des hommes qui oseront dire que l'idéal d'une société c'est de bâtir une société fraternelle, tant qu'il y aura des hommes pour dire qu'à travers les continents reste le trait d'union d'une espérance commune, tant qu'on osera employer ces mots très romantiques, cela prouvera que la gauche reste fidèle à elle-même; mais pas naïve, pas naïve au point de croire que pour poursuivre un idéal il ne lui est pas nécessaire d'être solide au poste, de veiller au grain et de s'organiser et de s'attendre à tout moment à être prise de travers, à être à tout moment divisée, à tout moment attaquée par des privilèges et par des intérêts qui n'accepteront jamais de s'incliner tant que nous ne les aurons pas contraints. »

(Dans *Politique*)



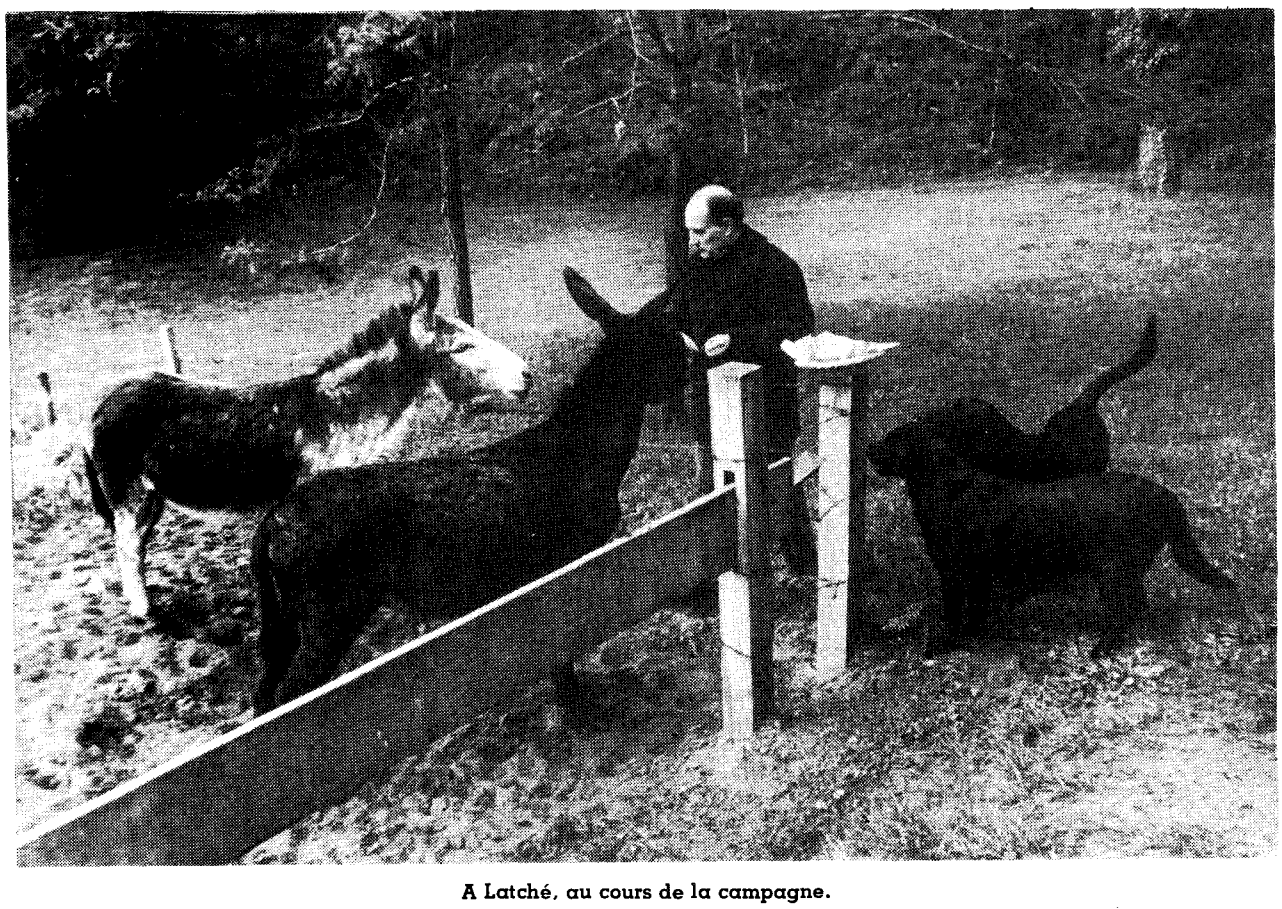
LA CITÉ IDÉALE

« La droite situe l'âge d'or dans un passé mythique, modèle parfait d'un monde fini vers lequel tend l'humanité, dont l'accomplissement rejoint ainsi les origines. Elle considère que tout a été donné une fois pour toutes à l'homme qui n'a cessé de dissiper cet héritage fabuleux, la Liberté, par exemple, avec une majuscule, projection sur la terre du Paradis perdu. La gauche, au contraire, croit à l'avenir et construit au futur la cité idéale. Elle sait aujourd'hui depuis Rousseau et contre lui que l'homme n'est pas né libre, même s'il est partout ou presque dans les fers. »

(Dans *la Paille et le Grain*)



en compagnie d'Olof Palme *(à gauche)* et Georges Dayan.



A Latché, au cours de la campagne.

Une vie qui vaut d'être vécue

LA VIE EST TROP COURTE...

« Si j'en avais le temps, j'écrirais l'histoire des fleuves que j'ai connus. Mais il devient de plus en plus clair que je ne l'aurai pas. La vie est trop courte pour vivre. On découvre trop tard que la merveille est dans l'instant. »

(Dans *la Paille et le Grain*)

RIEN NE ME TROUBLE PLUS QUE LA BEAUTÉ

« Venise se meurt. Dira-t-on bientôt que Venise est morte? (...) On meurt après tout d'être né. Mais je ressens cette agonie comme un échec fondamental. Rien ne me trouble plus que la beauté. De quelles correspondances est-elle le signe? Quel monde révèle-t-elle où l'âme aurait accès? Que l'on puisse trembler de bonheur devant un nombre d'or, ligne d'un toit, cintre d'un arc, exacte mesure d'une colonne, que la couleur d'un mur auprès d'un autre mur, fatigue des ocres, brûlure des pourpres, bleus délavés, vous force à rester là, vidé de pesanteur, que toute maison soit palais et tout palais navire, que toute pierre soit orgueil, toute église ornement, toute île Bucentaure, que la ville soit réminiscence, théâtre où l'acteur est songe, idée de Dieu, fête baroque, la beauté de Venise prouve d'abord que l'homme existe. »

(Dans *la Paille et le Grain*)

SUR LA MORT

« Un ami mort, voilà qui devient coutumier avec ce temps qui nous emporte et qui maintenant accélère le pas. J'essaie de ne pas m'attendrir sur moi-même : la part de notre vie que nous arrachent ceux qui nous quittent, n'est-ce pas cela que nous pleurons? Pas toujours. Le véritable amour rend aux autres ce qu'il leur prend. Et d'abord la liberté d'être soi-même. »

(Dans *la Paille et le Grain*)

UNE BONNE SANTÉ

« La lecture de la presse m'oblige à me tâter. On me dit malade, à bout de souffle. Les braves gens de *Minute* récitent à mon chevet la prière des agonisants. Je ne jurerai pas qu'ils se trompent. Rien de plus inquiétant qu'une bonne santé. Les statistiques jouent contre moi. Pour avoir franchi sans dommages un demi-siècle et six années de supplément, je rattrape à grands pas la moyenne au-delà de laquelle on se sent en surnombre. Si cela continue, je mourrai bien portant. Bref, ils finiront pas avoir raison. En attendant, je réponds comme je peux aux amis qu'ils ont inquiétés et qui encombrent mon téléphone. »

(Dans *la Paille et le Grain*)

LE GOÛT D'ANÉANTIR

« Partout, la forêt meurt. Et le boqueteau, la haie, l'espace vert. L'autoroute, la ville, les professionnels de l'argent et, plus encore, le simple goût d'anéantir l'œuvre du temps, d'affirmer un pouvoir sur l'humble ordre des choses, de tirer du fugace le sentiment de l'éternel, précipitent l'événement. »

(Dans *l'Abeille et l'Architecte*)

LE SENTIMENT DE L'UNIQUE

« Je ne me résous pas cependant à perdre le sentiment qui m'habite de l'unique, de l'irremplaçable — et qu'est-il de plus singulier qu'une vie dans le grouillement de l'espèce? La civilisation commence avec l'identité. Il m'est arrivé d'en douter. Je me souviens de ce cortège d'enterrement croisé sur une route du Limousin au retour d'une brève mission qui, en 1945, m'avait conduit au camp de Dachau, le jour même de sa délivrance par les troupes américaines. J'avais la tête encore pleine d'horreur anonyme. Bien que j'eusse accompagné le corps des miens au cimetière de Jarnac, selon le même cérémonial, quelques années plus tôt, ce corbillard tiré par un cheval et que suivait tout un village, vêtu de noir, avec, par devant, le curé qui chantait à voix forte le rituel latin tout en guettant la menace d'une ondée et en aiguillonnant du bout du parapluie l'unique enfant de chœur, me semblait sortir d'un âge disparu. Hé quoi! pensais-je : un mort individuel escorté de la sorte, quel prince anachronique! »

(Dans *Ici et Maintenant*)

JE N'AI PAS DE GOÛTS MARCHANDS

« Enfant, je ne jouais pas aux cartes et je n'y joue pas davantage aujourd'hui. Si je pratiquais les échecs, appris vers ma dixième année, c'était que mon grand-père maternel chez lequel je vivais six mois sur douze, en pleine campagne, à 3 kilomètres du premier hameau, n'avait qu'un partenaire disponible sous la main. Nous restions de longues soirées, la conscience du temps perdue parmi nos pièces jusqu'à la prise du roi vaincu et nous allions nous coucher, la tête tout occupée de gloire ou de revanche. Le Monopoly existait déjà. Mais je répugnais à dilapider mes heures en disputant d'argent. Je n'avais pas de goûts marchands et n'en ai pas acquis. L'oie m'excitait davantage. »

(Dans *la Paille et le Grain*)

FÊTE A CHÂTEAU-CHINON

« Vingt-cinq ans de Parlement, voici qu'un pan, un large pan de ma vie est tombé. Puisque mes amis l'ont voulu, c'est la fête à Château-Chinon. Vient qui veut. Il n'y a ni invités, ni préséance, ni protocole. Je couche au Vieux-Morvan, chambre 15, et je déjeune à la table d'hôte, comme d'habitude. »

(Dans *la Paille et le Grain*)

L'ÉLOGE ET LA CRITIQUE

« Les éloges sont agréables mais ne m'apprennent rien que je ne sache. Les critiques me piquent mais excitent ma réflexion. J'étais naguère vite blessé, presque écorché par le sarcasme. Quand j'avais raison, je souffrais d'injustice et quand j'avais tort, d'amour-propre. Qu'on ne croie pas que ma sérénité soit de l'usure. Je me sens plus disponible que jamais, même si j'ai plus de difficulté à dénouer les jambes au sortir de ma voiture. Je suis simplement plus tranquille parce que je prends mes précautions. »

(Dans *la Paille et le Grain*)



Le 28 octobre 1944, il épouse, en l'église Saint-Séverin, à Paris, Danielle Gouze.

L'exactitude du mot et de la chose

« A Paul Guilbert, du *Quotidien de Paris*, qui m'interroge : *« Etes-vous un écrivain rentré ou un politique par dépit ?* je réponds : *Je suis un homme politique.* » Sans doute avais-je plus de goût pour l'action. Ecrivain, je n'aurais pas été un écrivain d'imagination. J'observe. J'écris. J'aime ce qui est écrit. La langue, la philosophie, la grammaire. La vraie littérature naît, je le crois — je l'ai déjà noté — de l'exactitude du mot et de la chose. Je préfère celui qui sait dire exactement ce qu'il a vu et ressenti à celui qui vaticine en forçant sur ses impressions. A quoi cela tient-il ? Elevé dans la culture classique où la composition française et la récitation latine ordonnaient le nombre et la phrase, cela a structuré mon langage. Trop, parfois : j'ai conscience qu'il faut briser le moule. Ceux qui brisent annoncent ceux qui créent. »

(Dans l'Abeille et l'Architecte.)

Le mois de mai

« Laissons de côté la politique et sa boulimie de 13 mai. Il y a aussi les splendeurs, les joies aiguës, les bonheurs à la mode de mai. On a le nez dans l'herbe et on respire la vie qui monte de la terre. Les tulipes s'ouvrent à périr, tandis que les iris tirent encore fierté des giboulées d'avril. (...) Si mai est fou, c'est de vivre. Un bonheur insoutenable. »

(Dans **la Paille et le Grain.***)*



• Ces extraits ont été tirés des livres suivants de François Mitterrand :

La Paille et le Grain (Flammarion).

Ma part de vérité (Fayard).

L'Abeille et l'Architecte (Flammarion).

Ici et Maintenant (Fayard).

Politique (Fayard).

Nous remercions les éditeurs de nous avoir autorisé à publier ces extraits.

La rose en fête au pays du muguet

Au palais du Champ-de-Mars à Nantes, capitale du muguet, François Mitterrand doit être attendu par au moins vingt mille personnes le 8 mai au soir. Mais la salle n'en contient que douze mille, pour lesquels deux écrans géants faciliteront la participation au meeting. Il a donc fallu installer deux autres grands écrans à l'extérieur, sur l'esplanade où plusieurs milliers de personnes peuvent se rassembler.

En ouverture de la soirée, vers 20 heures, deux chanteurs nantais, Hélène et Jean-François, interpréteront des chansons de marins et des chansons à boire.

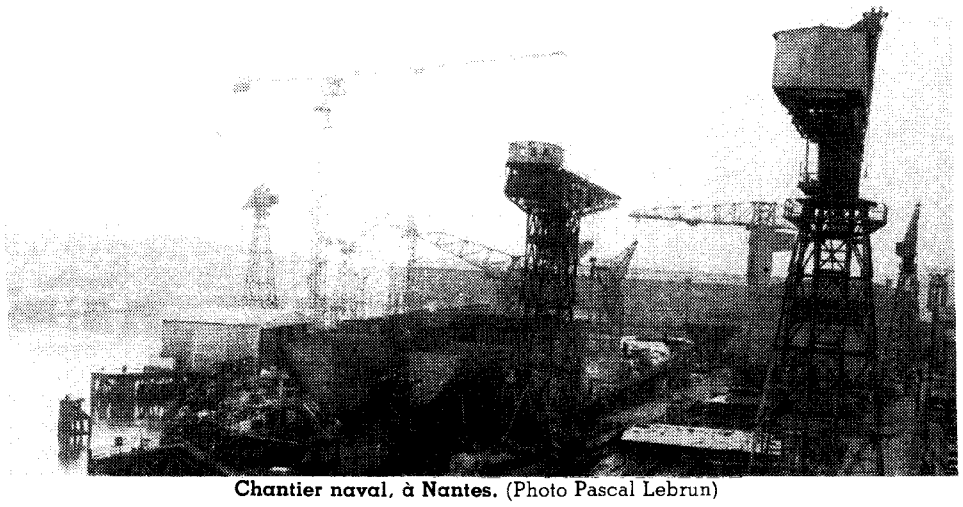
Ils seront suivis par Gilles Servat, ce Briéron qui chante avec vigueur une Bretagne rebelle à tout agenouillement servile. Et puis viendront les Sucreurs de fraises avec leur joyeuse fanfare de Touraine.

Prendront ensuite la parole François Autin, député, maire de Bouguenais ; Jean-Marc Ayrault, maire de Saint-Herblin ; Alain Chenard, député, maire de Nantes ; et Jean Natiez, premier secrétaire de la fédération socialiste de Loire-Atlantique.

Et c'est après la projection du film *Sept ans de Giscard*, que François Mitterrand fera son entrée dans ce meeting, à la préparation duquel ont travaillé plus de cinq cents personnes.

Un véritable démantèlement industriel

De notre envoyé spécial à Nantes, Philippe Leray.



Chantier naval, à Nantes. (Photo Pascal Lebrun)

LA Loire-Atlantique approche du million d'habitants avec ses deux pôles principaux, Nantes et Saint-Nazaire, tournés vers la mer, où l'on venait de très loin chercher un emploi.

Désormais, on ne sait plus guère où chercher cet emploi. En mai 1974, il y avait 7 400 chômeurs. Ils sont 40 700 en mai 1981. Dans le nord du département, on assiste autour de Châteaubriant à un véritable démentèlement industriel.

La situation est grave dans toute la Loire-Atlantique, où la fédération socialiste a relevé, simplement dans la presse locale, entre le 8 novembre et le 8 décembre derniers, 1 743 emplois menacés par des liquidations, dépôts de bilan, chômage technique.

A Nantes, on parle des 400 emplois de moins chez Guillouard (quincaillerie), à Saint-Nazaire, des 500 emplois d'Alsthom Atlantique.

Un cas très particulièrement « *exemplaire* » est celui de Braud, à Saint - Mars - la - Jaille (moissonneuses-batteuses) et Angers. En 1980, la direction annonçait la fermeture des ateliers de montage d'Angers, le licenciement de 375 salariés, mais revendait ces mêmes ateliers à une multinationale américaine... qui reprenait le marché sur le même secteur.

Dans le textile, c'est aussi le licenciement de 120 personnes chez Adrienne Lemaux, à Saint-Sébastien, et le dépôt de bilan chez Boussier-Arnaud à Ancenis (272 salariés, pour 570 en 1972).

Dépôt de bilan également à la SOAF (matériel d'assainissement). Elle emploie 580 salariés.

Le bâtiment, surtout pour la construction des immeubles collectifs, connaît une grave régression.

Quant au secteur agricole, il voit la disparition de trois exploitations par jour en moyenne. Depuis 1973, on a vu disparaître ainsi 1 000 exploitations par an...

Une percée qui renoue avec 36

LE Parti socialiste, avec 28,47 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle est au plus haut de son histoire en Loire-Atlantique. La gauche (sans les écologistes) dépasse les 46 %, ce qui fait une montée de trois points par rapport à 1974 et aux dernières législatives. Giscard d'Estaing est descendu au-dessous des 30 %, ce qui, dans cet Ouest mi-chouan, mi-vendéen, est un cuisant échec.

La gauche progresse donc de façon appréciable au point que le basculement de la Loire-Atlantique du côté du socialisme apparaît désormais à l'horizon...

L'implantation socialiste est d'ailleurs très ancienne dans le secteur, avec deux bastions aux fondations profondes : Saint-Nazaire, depuis cinquante-sept ans, et Rezé, depuis presque autant d'années. En 1971 ont été conquis Bouguenais, Couëron et Indre. La vague de 1977 a été plus forte, avec huit communes dont Nantes, Orvault et Saint-Herblin.

Le Parti socialiste compte trois députés sur huit : Alain Chenard, François Autin et Claude Evin. Une autre circonscription sur Nantes (la première) est également à portée des socialistes. C'est là une percée qui renoue avec celle de 1936... A Saint-Nazaire, le Parti socialiste est passé de 30,46 % à 34,50 %. Dans la Brière, ce monde des marais, François Mitterrand a fait un score excellent... et l'on entrevoit le jour où Olivier Guichard pourra être délogé de son propre fief du secteur de La Baule.

Au conseil général, la gauche compte seize élus, dont douze socialistes, sur cinquante-trois conseillers... ce qui, par le fait du découpage électoral, est loin de correspondre aux 46 % de voix pour la gauche.

Olivier Richard, le conseiller général de Saint-Nazaire, dénonce « *une gestion financière d'abord électoraliste, avec largesses pour l'enseignement privé. Pour le reste, il n'y a pas de véritable politique générale. C'est le préfet qui décide de tout.*

Entre Nantes et Saint-Nazaire, il n'y a ni coordination ni coopération suffisante. Il est souhaitable d'arriver à une complémentarité. »

Une fédération qui monte

LA fédération de Loire-Atlantique aproche du chiffre de 1 800 membres. De 700 en 1971, elle a atteint 1 600 en 1974, puis 2 000 après l'arrivée d'une vague de syndicalistes CFDT, avant de retomber à 1 600... pour recommencer une ascension. De très nombreux militants sont des responsables d'associations, ce qui constitue une grande richesse. Le plus ancien adhérent a quatre-vingt-six ans. Il a pris sa carte en 1920. C'est Henri Allanet, né en 1897. Quant au plus jeune, il est ne en 1962.

A Saint-Nazaire, l'action des retraités pour la campagne présidentielle a été exemplaire. Ils assuraient toutes les permanences, les distributions de tracts. « On repart comme en 36 », *disait l'un d'eux.*

Quant à l'implantation dans les entreprises, elle va en s'accentuant : on compte désormais en Loire-Atlantique une section d'entreprise et 30 GSE.

A SAINT-NAZAIRE

Chaque famille a son chômeur

A SAINT-NAZAIRE (70 000 habitants), on compte 16 % de chômeurs, c'est-à-dire un habitant sur sept. C'est un bien triste record, avec pratiquement au moins un chômeur par famille.

« *Il n'y a plus de débouchés pour les jeunes, et on ne compte que 20 % d'emplois féminins (moyenne nationale, 43 %),* relève Jeannette Lebeaud, secrétaire de la section locale. *Les jeunes cadres doivent quitter la région pour trouver un avenir.*

» *On a même vu une opération « prime au départ » où l'on offrait de 40 000 à 50 000 francs à ceux qui voulaient bien s'expatrier. 500 à 600 gars ont ainsi quitté Saint-Nazaire en deux ans.* » Ce taux de chômage est atteint malgré une préretraite à cinquante-cinq ans sur les chantiers navals.

Les patrons accusent les grèves d'être responsables de la perte de clients des chantiers. En réalité, de façon très officielle, la perte d'heure n'a été que de 0,4 % pour cause de grève, pour huit millions et demi d'heures de travail effectuées.

Cependant, la répression antisyndicale se fait de plus en plus forte, surtout à la SNIAS (à Nantes comme à Saint-Nazaire).

Saint-Nazaire garde une solide réputation de lutte ouvrière : 1936, 1950 et 1968... avec de très durs affrontements.

Le patronat veut profiter de la crise et de la déstabilisation du rapport de force pour regagner du terrain... Au 10 mai il faudra songer aux comptes à rendre.

• **Nantes : les socialistes, la centrale du Pellerin et le tunnel sous la Loire.**
En page « France Région » datée du mercredi 13 mai.

LA SOCIETE DE CREDIT IMMOBILIER DE BRETAGNE SUD
34, Rue Jules Legrand - 56105 LORIENT - Tél. 64-35-18

SOF - TRA - NET
Rue de lille
59250 HALLUIN - **Tél. : 94.53.27**
Collecte et exploitation d'usine d'incinération de la C.U.D.L.
Enlèvement et traitement des déchets industriels et commerciaux

stam
Travaux Publics et Bâtiments
Assainissement routes - Location de voitures
5 à 13, rue de la Distillerie - 59100 Roubaix **Tél. : 02.01.37**

La peur, un argument éculé

A ma droite, le candidat de l'ordre. A ma gauche, celui du désordre. C'est en raccourci la présentation faite par la presse bien pensante de l'enjeu du scrutin de dimanche. D'un côté, un candidat qui arrêtera les usines. De l'autre, un président qui sait les faire tourner. Comme en 1974, comme en 1978, la peur est encore considérée comme le meilleur argument de vente électoral.

Le truc fonctionnera-t-il cette fois-ci encore ? Sans doute pas. Et pour deux raisons. D'abord, les Français n'y croient plus. Un sondage de l'IFOP publié par *le Point* il y a deux semaines montre, que plus nombreux sont ceux qui prévoient un troisième tour social dans l'hypothèse d'une victoire du candidat sortant que dans celle d'une victoire de François Mitterrand. Ensuite, l'examen attentif des scénarios dressés au sein même des états-majors syndicaux.

Premier scénario : les médias annoncent dimanche soir l'élection de François Mitterrand. Dans la plupart des états-majors syndicaux, réunis pour la circonstance, on exulte. La CGC elle-même enregistre ce « vote-sanction » tout en mettant en garde contre le risque d'une société trop inégalitaire.

Le lendemain, réunion au grand complet du conseil exécutif du CNPF, les trente-cinq hommes qui depuis sept ans font la politique économique de la France. Il y a là des grands patrons comme Ambroise Roux (CGE) ou Roger Fauroux (Saint-Gobain), mais aussi des responsables de PME comme Yvon Gattaz, Michel Maury-Laribière ou René Bernasconi. C'est la consternation. Mais pas la panique. Comme François Ceyrac l'a affirmé quelques jours auparavant, pas question de faire les valises. La seule décision qui est prise : demander audience au nouveau président pour plaider la cause de la libre entreprise et insister sur les difficultés de la conjoncture économique. Fin du premier acte.

Que faire de cette victoire ? La question se pose dans les jours qui viennent au sein des états-majors. Sans ambiguïté, Georges Séguy a déclaré le 5 mai qu'*« il faudra répondre dans des délais très brefs aux revendications essentielles des travailleurs en matière de SMIC, d'emploi, de durée du travail et d'allocations familiales »*. Mais il assurait aussi qu'il partageait l'opinion d'André Bergeron selon laquelle il ne faut céder ni à la démagogie ni à la surenchère. Edmond Maire pour sa part réitère son souhait premier : revitaliser le tissu de relations contractuelles en France.

Le vent du boulet

Le nouveau gouvernement peut répondre. François Mitterrand s'était engagé, avant le scrutin, sur le SMIC — qui aurait, de toute manière, dû être revalorisé le 1er juin — et sur les allocations familiales. Le patronat qui ne tient pas vraiment à une situation agitée accepte de relancer la négociation sur la durée du travail. Et il devrait faire des propositions concrètes.

On atteint, ainsi, les vacances sans encombres.

Second scénario : Giscard est réélu. Dans les syndicats et dans les usines, c'est la déception. Pour les organisations syndicales, le président sortant, qui aura senti le vent du boulet, doit relancer sa politique sociale. Le 11 mai, le CNPF réunit, comme prévu, son conseil exécutif. Soulagement, surtout chez les nationalisables. Mais crainte aussi d'une situation sociale délicate. Il demande à être reçu par le président, et propose aux syndicats de renouer la négociation sur le temps de travail. Il n'a aucune proposition nouvelle à faire par rapport à juillet 1980. Mais il compte sur le fait que certaines organisations auront « besoin » de signer un accord pour faire passer leurs orientations. Fin du premier acte.

Dans les syndicats, à la base, un frisson unitaire s'était manifesté avant le scrutin. Georges Séguy avait d'ailleurs déclaré qu'*« un climat nouveau pourra suivre cette élection pour permettre de nouvelles perspectives d'unité d'action syndicale »*. Il est vrai que les espoirs sur le SMIC et la durée du travail s'envolent. Quant au chômage, comment la même politique, teintée de chiraquisme, pourrait-elle parvenir à des résultats contraires à ceux existants ? La situation est mûre pour un durcissement social. Il faudra bien réussir autrement que par les urnes, que le patronat entende la voix des salariés. Et si les premières semaines sont calmes, l'automne pourrait être chaud. De nouveaux Manufrance sont à craindre.

La paix sociale n'est donc pas du côté giscardien. Rien ne dit, certes, que ces deux scénarios se réaliseront au détail près. Mais ils montrent que l'argument de la peur est aujourd'hui bien éculé.

Alain ECOUVES

TRIBUNE

Avec Mitterrand, l'élan économique

par Alain BUSNEL *

SORTIR de la crise, de la dépression qui plonge notre pays dans le sous-emploi, dans l'inflation, dans le déficit, voilà le véritable enjeu de la victoire de François Mitterrand. Pourquoi ? Comment ?

D'abord augmenter les bas revenus (SMIC, retraites, allocations familiales, etc.). Cela permettra à ceux qui sont arrivés au bout de leurs forces (endettement maximal, épargne quasi nulle, salaires amputés) de consommer de nouveau l'indispensable.

Consommer plus, cela signifie, bien sûr, produire plus, et cela a deux conséquences :

— augmenter notablement le nombre d'heures productives nécessaires dans le cadre des structures actuelles de production, ce qui, à court terme, se traduit par des embauches ;

— réduire le prix de revient unitaire des productions ainsi réalisées.

Cette seconde conséquence n'est pas la plus négligeable. Elle provient du fait que nos économies sont aujourd'hui caractérisées par des « coûts fixes » prépondérants : frais d'étude, de distribution, frais généraux, amortissements ; bref, autant de dépenses qui sont toujours du même niveau quel que soit le volume de la production, et dont l'incidence sur chaque unité diminue lorsque la quantité de celle-ci augmente.

C'est ce mécanisme, bien connu de tous les industriels, qui explique à la fois la bonne santé de l'industrie allemande ou nippone et l'échec de la politique de Barre.

Avec la baisse des coûts unitaires par saturation des moyens de production, nous tenons la clé de la lutte contre la hausse des prix et de la compétitivité sur les marchés extérieurs.

Mais, dira-t-on, où trouver l'argent pour augmenter les revenus distribués ? Dans la croissance. Chaque chômeur de moins « libère » 75 000 francs par an :

— c'est ce qu'a coûté à la collectivité un chômeur en 1980 ;

— et chaque « point » de croissance supplémentaire crée 30 milliards de richesse en plus et en rapporte 12 à la collectivité.

Une politique de croissance et de plein emploi trouve en elle-même les moyens suffisants à son propre financement.

Si les investissements et les emplois créés servent, pour une grande partie, à produire en France ce que nous importons actuellement de l'étranger (bois, textile, machine-outil, équipement automobile, agro-alimentaire, informatique, etc.) ou si les biens ainsi réalisés sont des produits ou des services nouveaux (télématique, biologie, économies d'énergie, énergies nouvelles), alors nous faisons d'une pierre deux coups :

— réduisant nos importations, nous diminuons notre déficit commercial et notre dépendance économique ;

— créant des richesses nouvelles, nous finançons sans tension inflationniste des emplois nouveaux.

Cette politique doit, bien sûr, être accompagnée. Notamment par :

— la réduction du temps de travail ;

— la modification de l'assiette des cotisations sociales (fondée sur la valeur ajoutée et non plus sur les seul salaires), qui diminuera de façon importante les charges sociales qui pèsent sur les entreprises de main-d'œuvre ;

— la réforme et la décentralisation du crédit ;

— la réforme fiscale ;

— l'utilisation du déficit budgétaire à des fins d'investissement productif ;

— enfin, l'extension du secteur public, seul moteur réel d'une politique dynamique d'indépendance et de croissance.

Tout cela, c'est une spirale. Comme l'est toute politique économique. La nôtre est ascendante, elle conduit à la croissance, au plein emploi, à la réduction des inégalités, à l'indépendance. C'est la spirale inverse de celle de Giscard, de celle qui nous a conduit dans le trou.

C'est la traduction économique de cet élan qui, chaque jour plus fort, porte François Mitterrand vers la victoire, et la France vers la découverte du bien-être dans la justice sociale.

* *Secrétaire national du PS.*

BREF

• **Les organisations syndicales CGT, CFDT et FEN** ont vivement réagi à la parution, jeudi 7 mai, au *Journal officiel*, des décrets modifiant le statut des 25 000 salariés ITA (ingénieurs, techniciens et administratifs) des centres de recherche publics CNRS, INRA et INSERM.

Ces décrets instaurent la mobilité forcée de ces personnels, avec licenciement à la clé pour ceux qui refuseraient le déploiement arbitraire des équipes de recherche.

• **Mille trois cents des mille six cents salariés** de l'usine Kléber-Colombes vont chômer deux fois dix jours, du 29 mai au 10 juin et du 10 au 20 juillet. Selon la CGT, *« la direction de Kléber, aux ordres de Michelin, applique les consignes qui visent à liquider la production des usines de Colombes, Troyes et Toul »*.

• **Edmond Maire** accuse le CNPF de vouloir *« fausser le débat démocratique »*. Dans une lettre adressée, jeudi 7 mai, à François Ceyrac, le secrétaire général de la CFDT s'indigne d'un tract imprimé par l'organisation lilloise de l'Union des industries métallurgiques et minières, et destiné *« à provoquer la peur, à étouffer la liberté de vote, à dénaturer le suffrage universel »*.

Le nucléaire pas cher, c'est un mythe !

« EN 1990, la France disposera de l'électricité la moins chère d'Europe », avait dit Giscard lors du face-à-face télévisé du 5 mai... Mais, en attendant, entre temps la France aura dépensé 300 milliards de francs pour réaliser le programme nucléaire, soit environ 20 000 francs par ménage, qu'il faudra bien payer un jour, quelles que soient les tractations financières qui font actuellement d'EDF un des plus gros emprunteurs mondiaux de capitaux.

Donc, moyennant une mise de 20 000 francs, chaque ménage français pourra disposer de kilowatt au plus bas coût de production d'Europe. Satisfaction purement intellectuelle, car, entre-temps, sa facture de chauffage, ses charges d'eau chaude n'auront cessé d'augmenter. Et pour bénéficier de cette énergie nucléaire, il faudra supprimer la chaudière, les radiateurs, installer des radiateurs électriques et les circuits correspondants — coût : 16 000 francs. Puis il faudra isoler le logement pour réduire de 25 % la consommation, conformément aux conseils de l'Agence pour les économies d'énergie — coût : 6 000 francs. Après quoi, la facture de chauffage sera de 5 500 francs environ. Et comme le prix du kilowatt basse tension aura plutôt tendance à monter qu'à baisser, la brillante opération aura permis de perdre 22 000 francs net. Et même si les prix du fuel et du gaz étaient doublés du jour au lendemain vous seriez encore perdants.

300 milliards plus le reste

Et sans être le meilleur économiste de France, on vérifié aisément que l'option tout-électrique ne réduit pas les charges, au contraire. Parce que, aux prix actuels, une même quantité de chaleur délivrée dans les mêmes conditions, coûte avec l'électricité 50 % plus cher qu'avec le gaz ou le fuel. Il faut le savoir.

Le bilan du programme actuel est donc clair : une dépense de 300 milliards pour la collectivité ; une dépense supplémentaire d'adaption des logements à l'électricité atteignant 22 000 francs par logement ; des charges de chauffrage qui, après avoir doublé en termes réels depuis 1974, continueront d'augmenter.

Imaginons simplement que le tiers de ces 300 milliards soit consacrés à la réhabilitation du parc de logements existants, tous les experts, même les plus gouvernementaux s'accordent à reconnaître que l'on économiserait entre 8 et 10 millions de tonnes de fuel ou d'équivalent fuel. Et, pour fournir cette chaleur, il faudrait 12 à 15 tranches nucléaires. C'est précisément, ces 12 à 15 tranches que le Parti socialiste ne veut pas, et qui font toute la différence

Mais que l'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit pas là d'opérer un aménagement technique. Dans un cas, c'est la centralisation, le bonapartisme de ceux qui, décides à faire passer en force leur programme nucléaire, laissent dédaigneusement le citoyen sur le bord du chemin, quitte à lui envoyer la facture.

Dans l'autre cas, c'est un programme diversifié, celui du PS, qui fait appel à toutes les forces de la France pour renforcer l'indépendance énergétique du pays, qui crée des emplois (six fois plus dans les économies d'énergie que dans le nucléaire), qui relance l'activité des petites et moyennes entreprises sur tout le territoire, qui rend l'initiative aux régions et aux communes. Quel abandon y a-t-il à cela ?

Michel BRILHAC

TRIBUNE

La fin des safaris

par Claude AUDRAN

IL est remarquable que le président Giscard d'Estaing ne se soit pas risqué depuis longtemps, et avant l'élection présidentielle, à entreprendre un voyage diplomatico-cynégétique en Afrique noire : le camouflet de l'affaire tchado-libyenne n'est, en effet, que le dernier en date d'une série de coups douteux qui ont sérieusement détérioré son image de marque sur le continent. Malgré le succès des sommets franco-africains imaginés par le chef de l'Etat, la politique présidentielle, même si elle s'abrite paradoxalement sous le slogan « l'Afrique aux Africains » pour justifier ses interventions, a suscité en Afrique un profond malaise. Au point de gagner les chefs d'Etat noirs les plus fidèles à Paris, ceux-là même dont la survie politique est garantie par la présence d'une garde prétorienne française — entendez les garnisons que Paris entretient au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, au Gabon, à Djibouti et en Centrafrique.

Les silences

Ainsi le président Houphouët-Boigny n'a-t-il guère apprécié de se voir confier un hôte aussi encombrant que l'ex-empereur Bokassa. D'autant plus que cette hospitalité n'a guère été payée de retour. Paris s'est montré très chiche lorsque la Côte-d'Ivoire est venue, fin 1980, demander une aide financière d'urgence à la France. Le mécontentement a été très vif à Abidjan.

Quant au coup fourré tchado-libyen, le président Mobutu, du Zaïre, et le président Bongo, du Gabon — oubliant sans doute qu'il s'était converti, il n'y a pas si longtemps, à l'islam, sur les conseils de Kadhafi —, ont vivement déploré que la France ait retiré ses troupes du Tchad.

Ainsi la passivité — ou la complicité — du chef de l'Etat français à l'égard des menées du leader libyen suscite-t-elle autant d'inquiétude chez les pro-occidentaux « protégés » de la France que l'intervention française à Bangui en avait provoqué dans les rangs des pays progressistes (bien que l'arrivée du président Dacko dans les fourgons d'un détachement français ait été strictement analogue à celle de Babrak Karmal dans ceux du corps expéditionnaire soviétique en Afghanistan).

En fait, la suspicion que provoque la politique française en Afrique est directement imputable non seulement à son cynisme, mais aussi à ses flottements et à ses échecs. Les exemples abondent. Dans l'affaire du Sahara occidental, Giscard a navigué au plus près entre son « copain » Hassan II (selon l'expression même du souverain chérifien) et son protégé Moktar Ould Daddah en Mauritanie, tout en voulant éviter la brouille avec Alger et sans négliger de discrets contacts avec le Front Polisario. Résultat : Ould Daddah a été victime d'un coup d'Etat, Rabat s'est tourné vers les Etats-Unis pour obtenir des armes, Alger ne fait aucune confiance à Paris, et moins encore le Polisario.

Le cynisme

Au Bénin, on continue à accepter l'aide française, mais on n'oublie pas la tentative de coup d'Etat avorté du mercenaire français Bob Denard, grand ami du président gabonais — tentative dont on imagine mal que l'Elysée n'ait pas eu vent. On imagine moins encore que Giscard n'ait pas approuvé l'utilisation du même Bob Denard pour le coup d'Etat qui a ramené un gouvernement profrançais aux Comores — une opération d'un cynisme particulièrement flagrant. Dans l'affaire tchadienne, depuis les marchandages de l'affaire Claustre, on sait que la France pratique un double jeu bizarre entre Tripoli et N'Djamena. Giscard a laissé sans mot dire le colonel Kadhafi s'emparer de la bande d'Aouzou, au nord du Tchad — riche, paraît-il, en uranium —, bien avant que *Jeune Afrique* ne révèle récemment l'accord, au moins tacite, franco-libyen pour un partage du Tchad en deux zones d'influence, libyenne au nord et française au sud.

Mais Giscard d'Estaing ne cultive pas seulement la gaffe par ses silences. La spectaculaire réconciliation, à son initiative entre la France et la Guinée a été une opération manquée. La visite du président français à Conakry, en raison des révélations sur les atrocités commises dans les prisons de Sékou Touré, a paru déplacée — jusque et y compris dans les rangs de la majorité en France. Sa non moins spectaculaire décision de suspendre les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud a été accueillie avec le scepticisme qu'elle méritait : il y avait belle lurette que les Sud-Africains fabriquaient des chars Panhard sous licence et assemblaient des Mirage dans leurs usines.

Les mercenaires

C'est bien entendu en Afrique anglophone, et plus encore en Afrique australe, que les sympathies françaises envers l'Afrique du Sud éveillent le plus de suspicion. En Angola et au Mozambique, avec lesquels Paris a essayé de nouer des relations moins méfiantes, les dirigeants n'oublient pas que la France a soutenu les adversaires du MPLA en Angola, en particulier dans l'enclave riche en pétrole de Cabinda, dont les pseudo-mouvements de libération ont été téléguidés par des mercenaires français.

Au Zimbabwe, on n'oublie pas non plus que la société française Total a fait, comme ses sœurs pétrolières américaines et britanniques, de fructueuses affaires en ravitaillant le régime rebelle de Ian Smith. Aussi, toutes les professions de foi françaises contre l'apartheid font figure de belles paroles sans effet aucun.

La coopération entre Paris et Pretoria dans le domaine nucléaire (c'est la France qui fournit les deux réacteurs de la première centrale nucléaire sud-africaine) marche bien, malgré les protestations de mouvements de libération noirs ; et, si les Sud-Africains fabriquent — ou ont déjà fabriqué — une bombe atomique, c'est en partie à la France qu'ils le devront.

On a pu mesurer exactement le prestige du chef de l'Etat français en Afrique lorsqu'a été expulsé Simon Malley, directeur de la revue de gauche *Afrique-Asie*, qui dénonçait avec vigueur, depuis dix ans, les manœuvres de Foccart, Journiac et autres Kirsch, conseillers successifs de l'Elysée aux Affaires africaines. Près d'une vingtaine de gouvernements africains et arabes ont protesté contre cette mesquine vengeance et cette atteinte à la liberté de la presse, qui a soulevé en France un tollé général.

Reste l'affaire des diamants de Bokassa. Il ne faut pas s'y tromper : les Africains jugent avec le mépris qui convient ceux qui acceptent les cadeaux somptuaires d'un anthropophage — même s'ils ne constituaient qu'une avance sur les frais de son couronnement.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

- la création
- l'organisation
- la gestion
- le développement de leurs réseaux de transports de voyageurs

156, rue de l'Université 75326 PARIS Cedex 07 - Tél : 550.32.04

Les films de la semaine...

Lundi 11 mai

TF1

21 h 00 — Le baron de l'écluse.
Film de Jean Delannoy. D'après une nouvelle de Georges Simenon. Avec Jean Gabin, Micheline Presle et Blanchette Brunoy.

A2

20 h 30 — Erotissimo.
Film de Gérard Pirès. Avec Annie Girardot et Jean Yanne.
Un jeune PDG n'a pas le temps de s'occuper de sa femme, qui déploie des trésors d'imagination pour attirer l'attention de son mari.

Mardi 12 mai

A2

20 h 45 — Les dossiers de l'écran : Une Cadillac en or massif.
Film de R. Quine.
Débat : la Bourse.

FR3

20 h 30 — La belle américaine.
Film de Robert Dhéry.
A la manière des Branquignols, un film désopilant sur un ouvrier qui achète une superbe voiture à un prix ridiculement bas.

Mercredi 13 mai

FR3

20 h 30 — Les centurions.
Film de Mark Robson, Avec Anthony Quinn, Alain Delon, Maurice Ronet et Claudia Cardinale.
Le colonel Raspéguy, prestigieux vaincu de Dien Bien Phu, reconstitue autour de lui son groupe de compagnons d'armes pour obtenir un commandement en Algérie.

Jeudi 14 mai

A2

20 h 35 — Sept hommes en enfer.
Film de Youri Komerovski. Avec Christian Barbier, François Darbon, Paul Guers, Michel Vitold et Georges Marchal.

FR3

20 h 30 — Le boulanger de Valorgue.
Film d'Henri Verneuil. Avec Fernandel, Pierrette Bruno, Georges Chamarat.
Ardisson Justin, le fils du boulanger de Valorgue, courtise Françoise, la fille de l'épicier. Mais Justin doit bientôt partir effectuer son service militaire en Afrique du Nord.

Vendredi 15 mai

A2

23 h 15 — Cycle Marx Brothers : Animal Crackers.

Samedi 16 mai

A2

20 h 30 — Christine.
Film de Pierre Gaspard-Huit. Avec Romy Schneider, Alain Delon, Micheline Presle, Fernand Ledoux, François Chaumette et Jacques Toja.

FR3

20 h 30 — Salomé.
D'après la pièce d'Oscar Wilde. Avec Ludmilla Tcherina, Michel Auclair, Madeleine Sologne. Chorégraphie de Maurice Béjart. Réalisation : Pierre Koralnick.

Dimanche 17 mai

A2

20 h 35 — Cinq-Mars.
Film de Jean-Claude Brialy. Scénario de Didier Decoin. Avec Paul Balin, Pierre Vaneck, Georges Marchal, Jacques Duby et Thérèse Liotard.

FR3

22 h 35 — Cinéma de minuit : cycle Hitchcock à la télévision.
Bang you're dead, avec Biff Elliott, Billy Muny, Lucy Prentiss, Kelly Flynn ; *The Crystal French,* avec James Donald et Patricia Owens ; *I saw the whole thing,* avec John Forsythe, Kent Smith, John Zaremba.



La troublante Annie Girardot (*Erotissimo*, A2, lundi 11 mai, à 20 h 30).



Anthony Quinn, centurion. (Mercredi 13, à 20 h 30, sur FR3)



Marion Game et Bernard Dhéran : *Salut les coquins* (sur TF1, vendredi 8 mai, à 20 h 45).

Vendredi 8 mai

19 h 45 — Journal télévisé.

20 h 20 — Campagne électorale. François Mitterrand (10 mn), Valéry Giscard d'Estaing (10 mn).

20 h 45 — Au théâtre ce soir. La coquine.
Pièce d'André Roussin. Mise en scène : Bernard Dhéran. Réalisation : Pierre Sabbagh. Avec Marion Game, Christine Muller, Henri Courseaux et Bernard Dheran.
Isabelle vit avec sa mère dans une maison près du Vatican. Eprise d'Adriano, camérier du pape, elle espère obtenir l'annulation du mariage de celui-ci avec Paola.

22 h 50 — Pleins feux.
Magazine de José Artur. Présentation de la pièce *A Memphis, il y a un homme d'une force prodigieuse,* de Jean Audureau ; mise en scène : Henri Ronse (Théâtre national de l'Odéon). Danse : Nederlands Dans Theater. Colonne Morris : Atahualpa Yupanqui, poète et chanteur argentin, au Petit Forum.

19 h 45 — Journal.

20 h 20 — Campagne électorale. François Mitterrand (10 mn), Valéry Giscard d'Estaing (10 mn).

20 h 45 — Médecins de nuit. La pension Michel.
Série de six épisodes. Réalisation : Jean-Pierre Prévost. Avec Catherine Allégret, Agnès Chateau, Madeleine Barbulée, Catherine Hubeau.
Une grand-mère de quatre-vingt-trois ans est très malade. Les vieillards de la maison de retraite où elle finit ses jours décident d'organiser une dernière fête en son honneur.

21 h 45 — Apostrophes. Mariage et adultère.
Emission de Bernard Pivot. Réalisation : François Chatel. Avec Georges Duby : *le Chevalier, la Femme et le Prêtre* (Hachette) ; Jean-Louis Flandrin : *le Sexe et l'Occident* (le Seuil) ; Olivier Poivre d'Arvor : *Apologie du mariage* (La Table ronde) ; Martine Segale : *Amour et mariage dans l'Ancienne France* (Berger-Levrault) ; Pierre Darmon : *Gabrielle Perreau, femme adultère* (Grasset).

23 h 15 — Ciné-Club. Monnaie de singe.
Film de Norman Z. McLeod (1931). Avec les Marx Brothers.
Quatre passagers clandestins, à bord d'un paquebot, veulent se faire passer pour Maurice Chevalier et entreprennent de libérer la fille d'un gangster connu, prisonnière d'une bande adverse.

...et les grands magazines

Lundi 11 mai

A2

20 h 35 — Question de temps : magazine d'actualités.
22 h 00 — Premier mouvement : Murray Perahia.

Mardi 12 mai

TF1

20 h 30 — Les femmes dans l'Himalaya.
Emission de Daniel Costelle.
21 h 25 — Kundrikova. Une enquête de Bernard Volker.
L'histoire d'un enfant de la guerre qui part à la recherche de son identité.

A2

22 h 00 — Dossiers de l'écran : débat sur la Bourse.

Mercredi 13 mai

TF1

22 h 00 — La rage de lire. A quoi servent les géographes ?
Emission de Georges Suffert.

Jeudi 14 mai

TF1

21 h 25 — L'événement.

Vendredi 15 mai

A2

21 h 35 — Apostrophes. Emission de Bernard Pivot.

FR3

20 h 30 — Le nouveau vendredi.

Samedi 16 mai

A2

23 h 15 — Les carnets de l'aventure.

FR3

23 h 00 — Cinéregards : hommage à Bunuel.
Réalisation : C. Los Llanos.

Dimanche 17 mai

A2

22 h 15 — Document de création : les naïfs.
Emission proposée par Jean-Marie Drot et Kasakov.

FR3

20 h 30 — Des chercheurs pour qui ? Une stratégie du vivant.
Emission d'Erik Cloué.

ERTP
TRAVAUX PUBLICS & BATIMENT
244, rue du Faubourg des Postes - 59000 LILLE
Tél. : (20) 97.14.04

20 h 30 — Le nouveau vendredi. Antony et Adrien.
Emission d'André Sabas. Enquête de Michel Drhey.
Adrien a quarante et un ans ; Antony quatorze ans. Tous deux sont devenus handicapés à la suite d'un accident de voiture. Tous deux parlent de leur vie d'aujourd'hui.

22 h 35 — Journal.

23 h 00 — Campagne électorale. François Mitterrand (10 mn). Valéry Giscard d'Estaing (10 mn).

Samedi 9 mai

20 h 30 — Numéro un des numéros un.
Emission de Maritie et Gilbert Carpentier. Avec Mireille Mathieu, Jacques Higelin, Michel Berger, Dalida, Sacha Distel, Gérard Lenorman, Chantal Goya, Roland Magdane, Mort Shuman, Annie Cordy, Serge Lama, Michel Duchaussoy, Charles Aznavour, Gérard Depardieu, Catherine Deneuve et Serge Gainsbourg.

21 h 40 — Dallas.
Série américaine. Réalisation : Larry Dobkin.
Garrison, le frère d'Elle — que l'on croyait mort depuis plusieurs années —, revient soudain au ranch

20 h 35 — Les cinq dernières minutes. L'écluse du temple.
Proposé par Claude Loursais. Avec Jacques Debary, Marc Eyraud, Véronique Silver, Marc Chapiteau. Cascades réglées par Michel Normand

22 h 05 — Tout nouveau, tout beau.
Variétés. Avec les Charlots.

20 h 30 — La Périchole.
Opéra-comique de Jacques Offenbach. Avec Francine Arrauzau, François Le Roux, Jean-Philippe Lafont, Anne-Marie Lyonnaz, Patricia Jumelle. Mise en scène : Jean-Jacques Etcheverry. Réalisation : Bernard Maigrot.

22 h 30 — Ciné-regards. Les enfants-stars
Emission de Christiane Graziani. Réalisation : Patty Villiers. Interview d'Alain Cohen, petit héros du *Vieil Homme et l'Enfant*, de Claude Berry.
Etre star à six ans.

Dimanche 10 mai

17 h 55 — La loi de la prairie.
Film de Robert Wise (1956). Avec James Cagney, Don Dublins, Irène Papas, James Griffith, Jeanette Nolan, Lee Van Cleef.
En 1873, dans le Wyoming, Rodock est propriétaire d'un élevage de chevaux destinés aux diligences et aux chariots des pionniers. Un jour, cerné par des bandits, il est sauvé de justesse par Steve Miller, qui vient s'installer dans le pays.

19 h 50 — Election présidentielle. Résultats du second tour.

14 h 20 — Timide et sans complexe.
Série américaine. Réalisation : Ivan Dixon. Avec Ben Vereen, Jeff Goldblum.
« Il est plus facile de faire passer un éléphant par le chas d'une aiguille qu'un faux cheik dans un hôtel de Bel Air » : ça, c'est le titre de l'épisode.

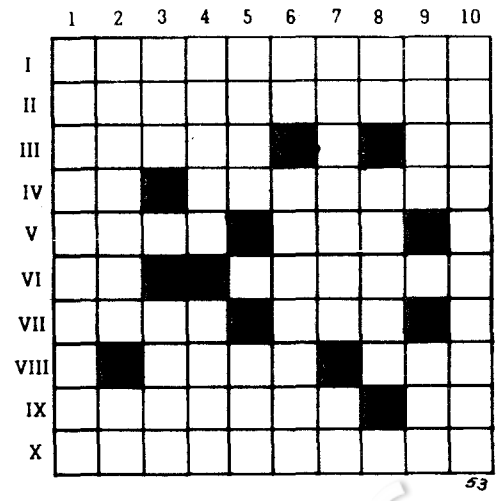
19 h 45 — Journal et élection présidentielle 1981.

19 h 55 — Election présidentielle. Second tour.

20 h 30 — La nonne sanglante.
Scénario de Maurice Sarfati. Réalisation : Bernard Maigrot. Avec Maria Laborit, Edith Perret, Nathalie Roussel, Daniel Dadzu et Daniel Geiger.
Qui s'emparera de l'immense fortune des Teufelbrück ? Roberta, la dernière du nom, ou son cousin l'infâme Arnim ?

22 h 00 — Election présidentielle. Résultats.

Mots croisés par Lionel



PROBLÈME N° 53

Horizontalement. — I. Assiste le chef en cas de coup dur. - II. Convenait plus à Wellington qu'à Napoléon. - III. Ponctue la fin de l'attente. Possessif. - IV. Grecque. C'est faire preuve d'insolence. - V. Menu fretin. Marque l'effort. - VI. Phase lunaire. Permet de jolis mouvements. - VII. Accueille ce qu'on attendait pas si tôt. Venue au monde. - VIII. Degré d'escalade. Etoffe. - IX. Vieux colons. Sylvestre quand les feuilles sont tombées. - X. S'y plier requiert une certaine souplesse.

Verticalement. — 1. En un mot comme en cent, il ne saurait tenir. - 2. Toujours prêt à raser gratis. Tranche de bœuf. - 3. Noir. Ça vaut de l'or, dans certain milieu. - 4. Ville d'Italie. Ne manque pas de bras. - 5. Victoire impériale. Possessif. - 6. Symbole. Européens qui ne sont évidemment pas tous du même bord. - 7. Se doit de jouer juste, même s'il est faux. Note du précédent. - 8. Interjection. Ce n'est pas un inconnu pour tout le monde. - 9. Monnaie britannique. Baie nippone. - 10. Sous Giscard, les petits n'ont pas un grand intérêt.

SOLUTION N° 52

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	S	C	A	P	H	A	N	D	R	E
II	P	E	R	R	U	Q	U	I	E	R
III	E	■	S	E	R	U	M	■	S	I
IV	C	L	E	■	L	A	E	R	T	E
V	T	■	N	O	U	R	R	I	A	■
VI	A	M	I	■	B	E	O	T	I	E
VII	T	E	C	K	E	L	■	E	C	U
VIII	E	T	■	O	R	L	E	■	T	■
IX	U	R	I	■	L	E	V	A	I	N
X	R	O	D	E	U	S	E	■	F	A

52

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain. Edouard Bailby, Michel Friedman. Guy de Faramond, Jean Weber.** chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand,
7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FÉDÉRATION du LIVRE MARQUE SYNDICALE

**Pour mes idées,
pour que la presse socialiste vive**

**JE M'ABONNE A
*COMBAT SOCIALISTE***

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite

Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« COMBAT SOCIALISTE », 5 jours
« L'UNITÉ », hebdomadaire, le 6e jour

Un an : 650 F
6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Samedi 9 mai

FRANCE-MUSIQUE

16 h 30 — Concert. Musique au présent. Nouvel Orchestre philharmonique. Direction : Hubert Soudant. Solistes : Charles Rosen, piano ; Raphael Oleg, violon. Philippe Drogoz : *Antinomies 1*. Wolfgang Rihm : *Tuttu Guri*. Alban Berg : *Kammerkonzert pour piano et treize instruments à vent*.

20 h 30 — Soirée lyrique. Chœurs et Orchestre philharmonique de la radio hollandaise. Direction : Jean Fournet, solistes : Jocelyne Chamonin, alto ; Moïse Parker, ténor ; John Broecheler, baryton. Albert Roussel : *Padmavat*, opéra-ballet.

FRANCE-INTER

20 h 10 — La tribune de l'histoire. Moulin-Rouge.
Avec André Castelot, Alain Decaux, Jean-François Chiappe. Réalisation de Georges Gravier.

21 h 15 — La musique est à vous. De Jean Fontaine. Debussy : *Suite bergamasque. Première arabesque*, Michel Beroff. *Six études du premier livre*, Anne Queffelec

Dimanche 10 mai

FRANCE-MUSIQUE

11 h 00 — Concert. Michel Piquemal, baryton, Sylvie Gazeau et Jean Tuffet, violons ; Gérard Caussé, alto ; Alain Meunier, violoncelle ; Christian Ivaldi, piano. Présentation : Mildred Clary. Brahms : *Quatre chants sérieux*, opus 121 ; *Quintette pour piano et cordes*.

20 h 05 — Concert. Orchestre national de France. Direction Neville Marriner. Solistes : Daniel Bourgue, cor ; Guy Dangan, clarinette. Wiltold Lutoslawski, *Petite Suite*. Mozart : *Concerto pour cor et orchestre n° 3 en mi bémol majeur*, K 447. Von Weber : *Concerto pour clarinette et orchestre n° 2 en mi bémol majeur*, opus 20. Félix Mendelssohn : *Symphonie n° 5 en ré majeur*, opus 107, *« Réformation »*.

FRANCE-CULTURE

14 h 05 — Théâtre romantique. Barberine, d'Alfred de Musset. Avec Jacqueline Gauthier, Dominique Leverd, Emmanuel Dechartre, Robert Murzeau.
Un jeune chevalier écervelé déclare qu'il fera perdre la tête et l'honneur à la femme du comte Ulric, réputée pour être fidèle.

Lundi 11 mai

FRANCE-MUSIQUE

9 h 02 — Le matin des musiciens. Sibelius. La période du romantisme national. Jean Sibelius : *Symphonie n° 1 en mi mineur*, opus 39. Debussy : *Prélude à l'après-midi d'un faune*. Sibelius : *Quatre légendes*, opus 22.

20 h 30 — Concert. Musique à découvrir. Ensemble La Maurache. Arnaut Daniel. Anonyme XIIe. Riquier. Le Sage. Ventadour. Von Reuenthal. Anonyme XIVe. Bodel. Ligeti. Kuhnau. Halffter.

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — La mouche ou le silence récompensé, de Henri Weitzmann. Avec Eric Legrand, Suzel Goffre, Jacques Bretonnière, Caroline Cler, Jean Leuvrais.
Parvenu après maintes péripéties à s'introduire dans les appartements de la marquise de Pompadour, un chevalier surprend la favorite en un déshabillé qui laisse entrevoir une mouche à la naissance de sa gorge.

C'EST LA FETE DES FLEURS



Géraniums Fuchsias
Bégonias Pétunias
Sauges Oeillets d'Inde
Roses d'Inde
Agératums Coléus
Impatiers Tomates Etc ...

**FLEURS • PLANTES • PLANTS
DEUIL • MARIAGE**

ÉTABLISSEMENTS HORTICOLES **PATRICE GROS**

39120 LE DESCHAUX ☎(84) 71 04 83

Combat
SOCIALISTE

Miracle pour Lourdes?

LE dernier carré du Championnat de France de rugby oppose ce week-end Montferrand à Bagnères, mais surtout Béziers à Lourdes. Cette dernière rencontre est, sans conteste, le point fort de ces demi-finales. Depuis 1968, le FC Lourdes n'est plus à pareille fête. Au fil des années, une équipe solide a été construite, qui arrive cette saison, à maturité. Jean-Pierre Mir peut être satisfait. Son club est également qualifié en demi-finale du Challenge Yves-du-Manoir.

Son glorieux passé (8 titres) et ses figures de légende (Labazuy, Jean et Maurice Prat) vont-elles connaître leurs successeurs dimanche à Toulouse ? Les partenaires de Pierre Berbizier se heurtent à forte partie. L'AS Béziers, et ses 8 titres (elle aussi), se dresse devant eux. A l'expérience et au métier de Paco, Vaquerin, Martin, Estève et Palmié, les avants lourdais répondront par leur jeunesse et leur vivacité. Michel Cremaschi et Manuel Carpentier ont les moyens de bousculer une équipe vieillissante, qui cherche bien trop souvent à imposer sa force avant tout.

Lourdes compte sur Berbizier pour orienter ses offensives, et sur Alain Caussade, auteur de 31 points en trois rencontres. Si l'arrière bigourdan connaît l'adresse qui est la sienne en cette fin de saison, il est certain que les Bitterrois ont quelques soucis à se faire sur la pelouse du Stadium de Toulouse. Mais, si les Languedociens parviennent à ralentir le jeu, à « muscler » la partie, un éclair de Lacans pourrait mettre fin aux espoirs lourdais.

Au risque de se répéter, espérons que l'on jouera au rugby à Toulouse, et qu'un triste spectacle comme celui de dimanche dernier nous sera épargné.

F. C.

Vives protestations contre la «forfaiture» du général de Boissieu, qui «doit démissionner»

A la suite des scandaleuses déclarations du général de Boissieu accusant François Mitterrand d'être un faux résistant, et refusant d'avoir à lui remettre le grand collier et le grand cordon de grand-croix de la Légion d'honneur (en cas d'élection), les réactions ont été très vives.

Lionel Jospin, qui participait à un meeting à Tours, a affirmé que « *mettre en cause le passé de résistant de François Mitterrand, qui n'a jamais pu être mis en cause, c'est commettre une véritable forfaiture.* » Il a accusé le général de Boissieu « *de manquer à l'honneur* », la méthode employée étant de celles qu'utilisent les amis de Giscard pour tout salir.

Gaston Defferre a également protesté, signalant que les affirmations du général de Boissieu sont contraires à celle de De Gaulle dans ses mémoires. Le général de Boissieu ayant utilisé ses hautes fonctions pour une manœuvre politique, « *il lui ne lui reste plus qu'à démissionner* », a-t-il conclu.

A Lille, Augustin Laurent a affirmé qu'il renverrait ses insignes d'officier de la Légion d'honneur. Daniel Meyer, ancien membre du Conseil national de la résistance, a écrit une lettre de protestation. Maurice Grimaud, ancien préfet de police, Louis Sanmarco, ancien gouverneur de la France d'outre-mer, et Alain Calmat, ancien champion olympique de patinage, ont démissionné du Conseil de l'Ordre national du mérite...

Enfin, le chef d'escadron John G. Merk a renvoyé sa médaille, ne voulant pas s'associer à « *un acte aussi antidémocratique* ».

Enfin, à Tours, au cours d'un meeting de soutien à François Mitterrand, Marcel Deglaiame-Fouché, compagnon de la Libération et ancien membre du Conseil national de la résistance, a répondu aux accusations lancées contre le candidat socialiste par le général de Boissieu.

« *Je suis stupéfait et scandalisé*, a-t-il dit, *par les mensonges du général de Boissieu, grand chancelier de la Légion d'honneur. J'en porte personnellement témoignage puisque c'est moi, au Mouvement national de libération, qui ai pris contact avec François Mitterrand et Caillaud, neveu du général de Gaulle lui-même, pour que les mouvements de prisonniers qu'ils animaient l'un et l'autre adhèrent, fin 1942, à mon organisation de résistance. Je savais déjà que François Mitterrand était résistant depuis son retour de captivité en Allemagne. Alors, faut-il rappeler qu'au même moment le propre père du candidat Valéry Giscard d'Estaing était conseiller national de Philippe Pétain ?* »



Ultime hommage à Bobby Sands: l'IRA est venue tirer une salve d'honneur devant le cercueil du jeune député britannique. (Photo AP)

Bobby Sands: funérailles calmes et imposantes

ENVIRON cinquante *mille catholiques* — le plus gros rassemblement en Ulster depuis le début des troubles, il y a douze ans — ont suivi, jeudi à Belfast, le cerceuil du militant de l'IRA Bobby Sands, mort sans avoir obtenu du gouvernement britannique d'être reconnu comme un combattant de la cause irlandaise. Après une brève messe de requiem, le cortège, impressionnant de calme et de discipline, a traversé lentement les tristes faubourgs catholiques de l'ouest de la ville. Quatre hommes revêtus de la tenue noire de l'IRA provisoire ont surgi de la foule et ont tiré trois salves d'honneur avant de disparaître.

Devant la famille Sands, aux visages pathétiques et fermés, entourée de responsables du mouvement républicain, trois prêtres ont prié en anglais et en gaélique, entraînant en réponse un puissant murmure de la foule qui avait envahi les tombes avoisinantes.

En dépit du bruit assourdissant de deux hélicoptères de l'armée tournoyant très bas au-dessus du cimetière, des milliers de catholiques ont écouté l'éloge politique prononcé par l'agent électoral de Bobby Sands, Owen Carron. « *La mort du prisonnier politique n'a pas été vaine, Bobby Sands a humilié le gouvernement britannique et son combat marquera l'histoire de la lutte pour la liberté de l'Irlande* », a-t-il déclaré.

Coup bas...

Quand les organisations agricoles fabriquent le revenu des agriculteurs

Le revenu brut agricole devrait diminuer une nouvelle fois en 1981 (*Combat socialiste* du 6 mai). Jeudi, Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, qu'une telle prévision à quatre jours du second tour de l'élection présidentielle avait de quoi inquiéter, a rendu public un communiqué qui envisage un « *accroissement du revenu brut moyen* ».

CELUI qui informe porte-t-il les stigmates de l'information qu'il livre ? c'est aujourd'hui devenu, dans les arcanes du pouvoir, habitude d'attaquer les journalistes plutôt que les faits.

Soyons clairs ! Le revenu agricole baissera-t-il en 1981, comme l'affirmaient les spécialistes de la prévision au ministère de l'Agriculture le 9 février dernier ? Sera-t-il maintenu, comme l'affirme aujourd'hui le ministre de l'Agriculture, se basant sur un document du 8 avril ?

Une prévision en vaut une autre, les auteurs en sont les mêmes. Cependant, il est inacceptable que l'artillerie lourde du pouvoir, les organisations agricoles professionnelles en l'occurence, accuse un journaliste honnête d'avoir rendu publics des chiffres qui montraient que le revenu agricole baisserait de 1,2 % en 1981.

Parlons net. Personne ne peut aujourd'hui dire ce que sera le salaire du travail des champs cette année. Les blés sont en herbe et les fruits ne sont pas mûrs. Mais chacun peut mesurer la vilenie de ceux qui reprochent au journaliste d'avoir rendu publique une évaluation objective qui dérange leur optimisme électoral. Leur attaque les juge. Ils s'appellent François Guillaume, président de la FNSEA, et Louis Perrin, président des Chambres d'agriculture. Il conviendra de se le rappeler.

Marc BEAUCHAMP

Colère et inquiétude en Espagne

L'ATTENTAT commis jeudi matin, dans le centre de Madrid, contre le général Joaquin de Valenzuela, chef de la Maison militaire du roi Juan Carlos, et qui a fait 3 morts et 12 blessés, a soulevé une émotion considérable en Espagne. Deux minutes d'arrêt de travail ont été observées dans tout le pays, vendredi, alors que le gouvernement se réunissait pour prendre de nouvelles mesures anti-terroristes. Elles visent essentiellement le mouvement séparatiste ETA-militaire, qui a revendiqué l'attentat à la bombe, le premier du genre depuis la mort du général Franco, contre des officiers.

Considéré par la totalité des forces politiques et syndicales du pays, à l'exception de quelques groupuscules extrémistes, comme une provocation criminelle contre les institutions démocratiques, l'attentat fait peser de graves menaces sur l'avenir de l'Espagne. Au sein des forces armées, la colère a pris de telles proportions que des généraux pourraient être tentés, comme le lieutenant-colonel Tejero le 23 février dernier, d'installer un pouvoir autoritaire. « *Le problème n'est plus de savoir qui gagnera les prochaines élections législatives*, a déclaré Felipe Gonzalez, secrétaire générale du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), *mais de savoir si elles auront lieu.* »

Essence : camouflage électoral !

Le Parti socialiste accuse le gouvernement d'avoir repoussé pour des raisons électorales la hausse des prix des produits pétroliers au détail, rendue nécessaire par l'envolée du dollar, monnaie de règlement du pétrole brut. « *Il s'agit d'une manœuvre électorale visant à ne pas trop affecter l'indice des prix et à ne pas inquiéter les électeurs par des hausses des prix de l'essence* »

Bokassa: «Je les ai gâtés, ils sont pourris»

L'ANCIEN empereur centrafricain Jean Bedel Bokassa affirme avoir offert des diamants au président Giscard d'Estaing, « *en présence de trémoins, à quatre occasions en huit ans* », dans une interview exclusive publiée vendredi par *le Washington post*.

Contrairement aux indications du président français, pour qui les diamants reçus n'étaient que de petites pierres, M. Bokassa affirme lui avoir offert des diamants de 10 à 20 carats. Il soutient également avoir offert à la famille de M. Giscard d'Estaing plus de diamants qu'à n'importe qui d'autre. « *Je les ai gâtés*, déclare-t-il, *ils sont pourris* ». L'ex-dirigeant l'empereur déchu accuse en effet le président Giscard d'Estaing d'intervention personnelle auprès de la commission de cinq juriste africains qui a estimé « presque certain » qu'il était responsable du massacre d'écoliers qui devait justifier son éviction du pouvoir.

M. Bokassa soutient que les membres de la commission ont rencontré à Paris *le président français et son* ancien conseiller aux affaires africaines, M. René Journiac. Selon le « post », le président de la commission de juristes, le juge Youssafa Ndiaye, a nié tout déplacement à Paris. Mais le juriste de la Côte d'Ivoire, le procureur Tia Kone, tout en indiquant que des contacts avec le gouvernement français auraient été « inopportuns », s'est refusé à les démentir.